La terminologie juridique

Pierre Lerat¹

Accepted: 30 August 2020 / Published online: 24 October 2020
© Springer Nature B.V. 2020

Abstract

There are many ways to approach and analyze juridical terminology. Every approach is useful, even though for a great number of linguists juridical vocabulary is not really considered as a terminology. The first part of this paper is devoted to the presentation of the state of art in the field under scrutiny, including traditional approaches (savant language, technical language, pure language, ‘general’ theory of terminology) and more recent approaches (socioterminology, text mining terminology, communicative theory of terminology, frame terminology, sociocognitive approach, pragmateterminological approach). The second part explains how the philosophy of language can shed some light on juridical terminology. For this branch of human sciences, legal words and groups of words are lexical units used in legal discourses. Thus, relevant analysis perspectives include enunciation, reference, extension, predication and speech acts.

Keywords Terminology · Law · Language · Discourse

1 Introduction

Selon ce qu’on entend par *terminologie*, l’expression *terminologie juridique* est plus ou moins acceptable. Prudemment, l’équipe qui, dans la mouvance de l’Association Capitant [2], est à l’origine du *Vocabulaire juridique* coordonné par Gérard Cornu, a préféré parler de *vocabulaire*. Quant aux frontières du juridique, il y aurait beaucoup à dire, si l’on en juge par les dictionnaires; ainsi, le taux de recoupement de la nomenclature du *Vocabulaire juridique* et du *Dictionnaire de la diplomatie* [76] n’est pas négligeable, et l’un des dictionnaires français-allemand les plus copieux, «le Potonnier» [82], associe le droit à des domaines voisins.

Dis-moi quelle est ta conception de la terminologie, je te dirai quelle culture linguistique tu as. D’où le besoin d’un état de l’art en terminologie, et surtout de l’adéquation ou non de telle approche à la matière juridique. Après ce regard d’en

✉ Pierre Lerat
pierre.lerat@wanadoo.fr

¹ Orléans, France

haut, fortement influencé par la rédaction de dictionnaires (un général, le dictionnaire du *Trésor de la langue française*, comme réviseur, d'autres juridiques, comme auteur ou coauteur), où l'on voit quelles innovations sont fécondes, et aussi quelles pistes sont moins utiles, et pourquoi, on passera de ce qui a été le plus étudié (la langue) à ce qui reste encore largement à explorer après quelques débuts suggestifs (le langage).

Quant à *juridique*, cet adjectif est pris ici dans un sens large, qui inclut les textes et documents de la vie quotidienne destinés à produire des effets de droit. Un juriste professionnel peut trouver à redire à cet empirisme qui est celui de Rasmussen et Engberg [[87]:115]. Mais à l'heure de la mondialisation «l'eurocentrisme» [88] est dépassé, et les contrats à la rédaction et au respect desquels veille un juriste d'entreprise sont, comme on dit très justement, «la loi des parties». Entre le «cours inaugural» en toge et le document utilitaire nécessaire au citoyen qui engage la responsabilité du signataire, comme '*birth certificate, diploma, medical certificate, police report*' [[109]:62], la distance est grande, socialement. Mais il s'agit toujours de constater officiellement, s'engager ou prescrire, l'ordre public est dépendant de ces «actes de langage».

Un mot sur l'état de l'art. Comme le droit comparé, la terminologie a ses «luttres de clocher» [[89]:63], mais la succession, globalement chronologique, d'émergences d'approches renouvelées, n'est nullement un palmarès où le fin du fin serait d'être le dernier belligérant, provisoirement. Bien au contraire, l'idée est de montrer ce que la terminologie (comme discipline) peut apporter à l'étude du vocabulaire juridique, de façon cumulative, et comment, à chaque génération, les terminologies trouvent des échos variés chez les juristes.

2 État de l'art

2.1 La langue savante

2.1.1 La «langue scientifique issue du latin et du grec» [116]

Longtemps le grec et le latin ont passé pour universels. Même l'esperanto, espoir de l'entre-deux-guerres, qui n'est jamais qu'une langue romane de plus, artificielle de surcroît, est une création d'Européen. Certes son fondateur, Zamenhof, n'était pas un latin, mais le polonais, l'allemand et le russe font partie de l'héritage indo-européen. La mondialisation/globalisation a mis en évidence des difficultés non perçues ou minimisées à tort dans la communication internationale, y compris scientifique. Pour ne prendre qu'un exemple, le préfixe *tri-* pose des problèmes de traduction résolu de façon variable selon les pays dans les manuels de chimie d'Arabie Saoudite, d'Égypte, du Maroc et de Syrie [48].

L'anglais a-t-il remplacé le latin comme langue savante? Lui-même doit trop aux langues romanes pour que ce soit le cas, mais les nomenclatures contemporaines (techniques, médicales etc.) sont fortement anglicisées. Les sigles et les acronymes jouent un rôle de facilitateurs à cet égard. Ainsi, le nom de pandémie récent *covid 19* est caractéristique de l'anglais écrit international, avec

une «motivation morphologique» anglophone et anglographe (CoViDisease 2019) et une prononciation selon chaque langue du monde. Mais la querelle de l'hydroxychloroquine rappelle que le grec d'officine n'est pas mort. Et les spécialistes ne voient pas de raisons de changer le nom d'*embryologie*, *embryology*, *embrologia* ou, en cyrillique, *embriologiya*.

La lexicographie juridique aide les apprenants et les curieux en signalant les étymologies, ce qui est plus ou moins éclairant: peu pour *quitus*, un peu pour *extradition*, très peu pour *exorbitant* (du latin *orbita*, «ornière»). Le conseil de Mellinkoff est judicieux: '*where it helps in understanding legal usage*' [73]: ix]. Une information à la fois moins aléatoire (les datations évoluant) et suffisante, surtout dans un ouvrage pour débutants [65], est une indication de tranche d'histoire (Antiquité, Moyen-Âge, Renaissance, époque classique, époque moderne, époque contemporaine).

2.1.2 L'anglais dans les publications scientifiques

Le dernier livre de Sourieux, *Par le droit, au-delà du droit* [102], a pour titre une adaptation d'une formule célèbre de Jehring citée par Resta [88]; l'un de ses articles de 2015, publié ici même, évoque Gadamer, et c'est lui qui m'a parlé le premier de Savigny. Or Sourieux n'est pas germaniste, mais les germanophones natifs ont longtemps été des références incontournables. Inversement, en 1987, dire publiquement que l'anglais est déjà «la langue par défaut en terminologie» [59] a pu choquer, mais je ne faisais que prendre acte de la façon dont les Canadiens eux-mêmes fabriquaient leurs bases de données *Termium* et le *Grand dictionnaire terminologique*. En 1995, au CNRS il restait recommandé de favoriser les publications en français, mais c'était déjà pénaliser les chercheurs francophones en matière de référencement international, c'est-à-dire américain.

2.1.3 L'anglais dans les institutions internationales

La langue de travail des organisations internationales de la Suisse n'est ni l'allemand, ni le français, ni l'italien, mais l'anglais. Il en va de même dans les organismes de l'UE. Le Brexit n'y changera probablement rien, pour deux raisons: l'habitude, et surtout la permanence de la cause de cette habitude, à savoir le besoin d'échanger sans perte d'information dans des débats où chacun essaierait de se faire comprendre dans sa langue. La seule exception est l'énonciation des délibérés de la Cour de Justice de Luxembourg, pour les mêmes raisons: l'habitude imposée dès le Traité de Rome, et le souci d'éviter tout risque de malentendu. Au demeurant la «langue par défaut» du commerce et des techniques innovantes est l'anglais, ce qui n'est pas sans conséquences sur la rédaction des règlements et des directives, d'autant que, comme on sait, le corpus de la «législation» communautaire est de plus en plus commercial et technique [7].

2.1.4 La langue juridique savante

Il existe des livres consacrés entièrement au latin juridique, et ce latin est quelquefois étrange: avec un vocabulaire variable selon la langue des auteurs, et des prononciations qui peuvent surprendre (comme *sine die* américanisé). C'est une bizarrerie qui rappelle les médecins de Molière, *mutatis mutandis*, entre connotation et tic social, ce n'est pas important. Ce qui l'est plus, c'est le risque d'incompréhension du non-initié quand, dans leur propre langue, les juristes utilisent un vocabulaire fossilisé socialement. Prenons un exemple récent, emprunté par Delphine Cocteau-Senn [[19]: 255] à une recommandation de la Commission française de terminologie juridique. Il existe un mot arabe qui dénomme une sorte de tutelle sans adoption. C'est *kefala*. La traduction proposée est *recueil légal*, et pour le sens c'est satisfaisant: on recueille un enfant, il en résulte des obligations légales, ce n'est pas l'adoption à la française mais c'est une procédure qui tient compte d'une différence de culture juridique. Le problème, c'est le choix des termes. En français du XV^{ème} siècle, une particularité morphologique de cette langue est la «dérivation régressive», qui fournit des noms à partir de verbes (comme *bail* à partir de *bailler*). Il en est resté *recueil* au sens d'«ensemble de textes publiés les uns à la suite des autres». Si vous demandez à un non juriste comment il comprend *recueil légal*, il pensera à un code de lois, pas à une particularité de la charia. On vient donc de créer un «faux ami» alors qu'il y en avait déjà beaucoup du fait du vieillissement des mots et de la permanence des *concepts*. Peu importe que le mot *exception* n'ait de rapport qu'avec *excepter* en langue ordinaire et que pour le juriste le verbe correspondant soit souvent *exciper de*: ce dernier emploi est réservé aux initiés. Ce qui est plus gênant, c'est le risque de méprise sur *immeuble*, les agences immobilières n'usant pas de ce mot comme le Code Napoléon.

Moderniser? Pas facile, car le droit d'origine latine est textuel et la *common law* se perpétue avec des archaïsmes comme le charmant «Oyez!» qui agrémente les séries télévisées américaines. Un médiéviste ne serait pas surpris de l'existence du mot *connaissance* dans la nomenclature du *Vocabulaire juridique* [2]: au XII^{ème} siècle c'était un synonyme de *connaissance* [[108]: 328]. Quel rapport avec le document qui importe en droit maritime? Et la charte-partie? *Partir*, c'est «séparer». Si vous le dites ... On peut vraiment parler de «domaine», en l'occurrence: le vocabulaire du droit maritime est incontestablement une terminologie technique, où chaque mot compte, au point que vouloir changer le moindre terme poserait inutilement des problèmes juridiques.

2.2 La langue technique

2.2.1 Langue technique et langue commune

Quand on regarde de près une terminologie industrielle, par exemple automobile, on s'aperçoit que ce sont les définitions qui en font un vocabulaire spécial. Tout conducteur sait que l'ABS est précieux en cas de danger soudain sur la

route, mais *ABS* est technique parce que seuls les garagistes partagent avec les concepteurs et le personnel des usines de fabrication la connaissance du fonctionnement de ce mécanisme. Le mot *ABS*, au demeurant, se prononce selon les règles de la langue du locuteur, ce n'est pas un mot savant, ni un mot rare: c'est un sigle devenu familier.

Le droit n'échappe pas à cette double circulation sociale de mots véhiculant, selon leurs usagers, un «stéréotype ordinaire» ou un «stéréotype expert» [64]. Comme *ABS*, *expropriation pour cause d'utilité publique* est à la fois une expression relativement transparente et le nom d'une mesure dont le régime varie selon les institutions nationales. Si l'on observe la genèse en France de cette mesure que le maire de la moindre commune est obligé de connaître et d'appliquer, on peut voir que les connaissances nécessaires ont fait l'objet d'une capitalisation cognitive au cours du XIX^{ème} siècle, en fonction des questions d'application qui se posaient tour à tour [39]. Dans un dictionnaire «de langue» en un volume, on n'apprendra pas grand-chose au lecteur moyen en indiquant qu'exproprier, c'est retirer à quelqu'un la propriété de quelque chose. Mais juridiquement, dès le Code Napoléon, c'est une exception au droit de propriété qui a besoin d'être encadrée soigneusement: «Nul ne peut être contraint de céder sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité» (C. civ. art. 545). Aucun jargon, tout le monde peut comprendre. Mais dans quels cas peut-on invoquer légitimement une utilité publique? Il faut une première liste, correspondant aux besoins recensés au moment de la loi du 3 mai 1841: les routes, les canaux et les voies de chemin de fer. Qu'est-ce qu'une «juste indemnité»? Il va falloir créer des juges d'expropriation. Ce n'est pas un «arbre du domaine» qui est pertinent en l'occurrence (on a glissé du droit privé au droit administratif), c'est la connaissance des conditions à remplir, des effets prévisibles et de la procédure à mettre en place.

La vraie compétence n'a pas besoin de s'afficher, en principe, mais socialement elle s'accompagne volontiers de connotations (l'uniforme, la mise en scène, le vocabulaire). Le transfert de technologie a des chances d'être plus lucratif si l'on exporte du *know-how* que si l'on parle tout bonnement de *savoir-faire*. De même, l'avocat a sur son client, outre l'essentiel, qui est l'expérience, l'avantage considérable de manier avec aisance un vocabulaire qui sort de l'ordinaire. Imaginez que le juge des référés s'appelle demain *juge des urgences*: il en irait comme des services d'urgences des hôpitaux, tout le monde se croirait prioritaire. Il est donc bon que le mot *référé* ait survécu à l'Ancien Régime pour dénommer une procédure particulière. Il n'y a pas là seulement connotation, mais une dénotation stricte. On peut parler à ce propos de «limite infranchissable en matière de transparence» [105]: 333]. C'est tout le vocabulaire de la procédure judiciaire que certains voudraient «dépoussiérer» mais qui se maintient par nécessité, les archaïsmes concernés étant fonctionnels. Le prévenu n'est pas quelqu'un qu'on prévient, la poursuite n'est pas une course, la comparution n'est pas un succès de librairie, pas plus qu'un treillis de mathématicien n'est une tenue de combat: la terminologie, c'est aussi de l'arbitraire institué.

2.2.2 Un arbitraire institué

Cet arbitraire institué est gage d'univocité et de cohérence, double exigence terminologique. La hiérarchie des normes en France (constitution/loi/décret/arrêté/circulaire) est comparable d'une certaine façon aux nomenclatures d'ateliers (clé de 10, de 12 etc.). Toute norme tend à l'exclusion de la synonymie; à cet égard, y compris avec son pluriel anachronique, fr. *ayant cause* a sur es. *causahabiente* et *causante* (présent dans un dictionnaire juridique selon une interprète spécialisée [94]) l'avantage d'éviter les hésitations. De même, les familles de mots ne sont pas seulement un respect du «génie de la langue» mais une façon de systématiser des parentés de contenus; on le voit tout particulièrement dans les couples d'antonymes tels que *donateur/donataire*, *aliénable/inaliénable* etc. [84].

Le sort des mots, y compris celui des termes techniques, n'est pas régi par des lois comparables à celles de la physique. Tout au plus, au sein d'une langue, peut-on observer des tendances fortes. La plus connue est la spécialisation d'un mot de la langue courante; *cassation*, *indivis*, *interpréter* et *subroger* n'étaient pas réservés à «la langue du Palais» sous Louis XIV. Ce qui se voit moins, c'est la banalisation de mots venus de normes codifiées et popularisés par la vie sociale et par les médias, comme *compétence*, *conflit*, *délai*, *détenteur*, *domicile*, *mutation* et *notoriété*, par exemple [117].

2.3 La langue pure

2.3.1 L'invocation du génie de la langue

Réunissez quelques bénévoles, procédez à un *brain storming* consacré à la façon de traduire en français *fake news*, et vous aurez la bénédiction de l'Académie Française si le groupe est ingénieux. Mais l'important, en l'occurrence, n'est pas l'ingéniosité de trouvailles in vitro: bien sûr, bravo à *infox*, mot-valise qui condense bien la double idée d'«information» et d'«intox», mais si les médias ne suivent pas? Pourtant, les Français aiment bien les mots-valises (qui au demeurant ne sont pas une spécialité française). Par bonheur, on ne leur soumet pas *common law*; tout au plus a-t-il été suggéré de dire *le common law* [[57]: 307], comme *le droit*, étant donné qu'il s'agit plus d'un système juridique que d'une législation. L'argument ne tient pas contre la pression sociale: on a toujours dit *la common law*, c'est comme cela, et tant pis si l'arbitraire institué n'est pas le plus rationnel. Aux frontières du droit et de la langue des affaires, il y a eu naguère une bataille d'experts linguistes entre les tenants de *marketing*, terme d'usage facilement interprétable parce que les professionnels concernés connaissent tous *market*, et surtout parce que c'est le terme en usage dans le monde entier, y compris les écoles de commerce, et les tenants de *mercatique*, qui disait la même chose en latin de cuisine. Ce n'est pas seulement la *lingua franca* qui a triomphé, c'est l'évidence qu'il ne faut pas confondre synchronie (réalité de maintenant) et diachronie (étymologie). Et l'invocation du «génie de la langue» est volontiers

idéologique. Il y a des mots bien faits, comme *courriel* pour désigner le courrier électronique, mais *e-mail* est également bien motivé morphologiquement et aussi bref, le reste est affaire de norme et d'usage. Quel lexicographe du droit en français oserait, au nom du génie de la langue, se passer des mots *audit*, *boycott* ou *budget*? Encore le français est-il une langue non dominée, mais que dire de l'expression du droit international dans les langues minoritaires?

L'autarcie linguistique est un fantasme. La « langue pure » est un slogan (mobilisateur dans les quêtes légitimes d'émancipation, mais aussi sous les dictatures). C'est une politique, qui doit être jugée politiquement. La terminologie militante, qui a peu d'effet sur le vocabulaire du droit comme sur celui des inventeurs, est une composante du *language planning*, qui a ses succès et ses insuccès. Succès dans le cas de l'hébreu moderne, demi-succès là où la langue d'un pays ex-colonisateur continue de dominer les langues autochtones, comme en Afrique. Ce qui est une vraie cause d'aliénation linguistique est un fait qui dépend de l'innovation intellectuelle et industrielle. Le terminologue britannique Sager [95] a montré que la « formation primaire » d'un terme, c'est-à-dire son antériorité dans le lieu de sa première émergence avant sa diffusion, lui donne une chance importante de s'imposer ailleurs. Ainsi, quand est apparu à Luxembourg le terme *acquis communautaire*, les anglophones l'ont maintenu à distance, comme un corps doublement étranger (linguistiquement, en conservant l'expression en français, en italique, parce que juridiquement ils rejetaient l'idée, en fait).

N'en déplaise au Ionesco de *La cantatrice chauve*, la philologie ne mène pas au crime. En revanche, elle peut être utilisée de façon pernicieuse. Avant d'aborder la question de la pureté de la terminologie juridique, et sans entrer dans la réalité complexe de la « langue de bois » politico-juridique des régimes totalitaires, voici un exemple qui à la fois montre l'importance des « formations primaires » et les aberrations auxquelles peut conduire l'invocation du génie de la langue. On le sait, les chemins de fer doivent beaucoup à la Grande-Bretagne, et leur vocabulaire a fourni de multiples emprunts lexicaux à diverses langues, dont le français et l'allemand. En particulier, *locomotive* n'est plus seulement un mot de l'anglais, et *electric locomotive* se dit « naturellement » en français *locomotive électrique* et en allemand *elektrische Lokomotive*. Insupportable pour un nazi, qui proposa *Bernzieh*. Échec: même Hitler n'a rien pu pour imposer le « bon allemand » [130].

« Techniquement » (morphologiquement), *Bernzieh* a tout pour être viable: la brièveté et la motivation lexicale (*ziehen*, c'est l'idée de « traction »). De même, et dans un meilleur état d'esprit, l'ONU a cru bien faire en donnant également un nom « bien formé » à la haine contre les Juifs: *antisémitisme*. Le mot a pu déplaire à un linguiste tunisien militant des droits de l'Homme et non soupçonna-ble de sectarisme (ministre lors du « printemps arabe », dit « printemps démocratique » par un berbérophone), Taïeb Baccouche. Selon Baccouche, arabophone et francophone, « l'usage abusif du terme *antisémitisme* tend à réduire la race sémitique aux seuls Juifs » [4]: 150], alors que les quatre cinquièmes des sémites sont arabes. Si un organisme planétaire peut blesser par le choix des mots, comment ne pas craindre des choix lexicaux délicats dans une Union européenne multilingue mais de plus en plus monosystématique?

2.3.2 La pureté de la langue juridique

Au moment de l'élaboration du *Langage du droit* [103], Mounin avait approuvé le choix de *langage* plutôt que de *langue*. L'argument, qu'en bon marxiste il tirait d'un opuscule signé par Staline, était que la Révolution d'octobre n'avait rien changé à la langue russe, si ce n'est le plus superficiel, une partie du vocabulaire. Cette idée se vérifie quand on regarde les changements dans le français juridique après 1789: des noms d'institutions disparaissent, d'autres apparaissent, quelques micro-systèmes s'imposent (un calendrier, quelque temps; des poids et mesures, durablement). Ce qui est plus remarquable, c'est le changement survenu en 1975 dans le grec juridique, lors du passage de la langue « savante » à la langue « populaire ». Vlachopoulos cite l'exemple de l'équivalent de fr. *locataire*: on passe de *μισθωτης* à *ενοικιατης* [[121]:143].

Pourquoi le français juridique passe-t-il pour un modèle de rigueur? Une explication est l'extrême précision du vocabulaire. Pour rester dans l'exemple de *locataire*, on est dans un cas où il n'y a aucun risque d'ambiguïté: la location y est vue comme l'affaire du preneur d'un bien immobilier, non du bailleur, ni du client d'un loueur de véhicules. Une explication complémentaire est l'imposition (ou du moins la forte recommandation), dans la rédaction juridique, traduction comprise, d'un vocabulaire d'accompagnement qui relève d'une phraséologie rigide; ainsi, là où l'anglais se contente de dire que tel article *says* tel contenu, le français « préférera » *stipule* [[80]:273]. Un cas plus remarquable est la variété des « équivalents » du verbe polyvalent *make*, dans le français juridique: *prononcer* (une condamnation), *effectuer* (un paiement), *rendre* (une décision) etc. [40].

Bien entendu, le français, y compris juridique, n'est pas la langue des dieux. Ce qui est vrai, en revanche, de toute terminologie juridique, c'est que c'est un vocabulaire épuré, si l'on entend par là des mots cantonnés dans un usage spécifique. Cortelazzo [23] met en évidence le fait que l'italien juridique utilise des constructions verbales qui lui sont propres; il en va de même en français du point de vue de la transitivité: des exemples de différences entre langue juridique et langue ordinaire sont ceux de *compromettre*, *connaître de*, *contracter avec*, *déposer*, *succomber* etc. Quant à la morphologie, ce qui est remarquable, ce sont des isolats maintenus exclusivement dans la langue du droit, avec un sens figé. Pour un juriste, les mots qui suivent, et il ne s'agit que de la lettre A, sont normaux parce qu'on ne peut pas s'en passer, mais pour l'historien du français ce sont des survivances par spécialisation: *afflictif*, *assises*, *attiraitre*, *avenant*, tout comme ceux dont le sens juridique est noté comme « spécial » dans les dictionnaires de langue: *abattement*, *appel*, *arrêt*, *assiette*, *atterrissement*, *avance*.

L'ajustement d'une vingtaine de langues épurées a été traité de façon pragmatique par la Cour de Justice de Luxembourg, la Curia. En particulier, une bonne idée a été de laisser les noms d'institutions dans la langue du pays qui leur a donné naissance, y compris quand ce sont des faux amis: une *cour d'appel* française (et non pas francophone) n'est pas une *corte d'appello* italienne. Une idée plus discutée, parce qu'elle privilégie une langue, a été de faire du français la seule langue autorisée dans la partie des jugements qui est de grande portée: le dispositif, afin de ne pas prêter à l'interprétation (au nom de l'indispensable

sécurité juridique). Une autre, qui fait à peu près consensus malgré les difficultés d'application, est le recours à la corédaction. Il est à peu près résolu au Canada malgré les différences de systèmes juridiques, il donne satisfaction en Suisse, où il n'y a de différences que linguistiques, il faut espérer qu'il se maintiendra à Luxembourg car c'est un facteur de démocratie au sein de l'UE.

Le risque d'une terminologie communautaire différente de la terminologie nationale d'un pays membre est-il réel? L'avenir le dira, mais il faut toujours contextualiser les mots si l'on veut rester raisonnable face à la polysémie, qui est une invention de lexicographes. *Directive* est le nom d'un type de norme communautaire, mais personne n'y pense quand un agent administratif demande à son chef de service des directives. De même, les institutions communautaires ne périssent pas les institutions nationales. Bien plus, l'usage quasi exclusif de l'anglais dans les interactions individuelles au sein des organismes communautaires ne menace absolument pas les citoyens européens de ne plus pouvoir parler leur langue natale chez eux. Il en va de la langue juridique comme des terminologies techniques, où l'allemand est constamment tenu à jour par le DIN (*Deutsches Institut für Normung*) depuis la première guerre mondiale, ou le français par l'AFNOR (Association Française de Normalisation) depuis 1928. Les banques de données lexicales sont pour l'heure surtout techniques (TNC en Suède, RTT en Norvège, TSF en Finlande) [54]: 299], mais le Web devrait pouvoir à l'avenir proposer un accès à des ressources incluant les vocabulaires juridiques en les localisant (ce que fait par des citations *IATE*, mais de façon empirique, cumulative et en considération seulement de son public initial, celui qui est le mieux informé: le personnel communautaire.

2.3.3 Le mot juste

« L'égalité consisterait à accorder à la femme la même part d'héritage à chacun des deux sexes, tandis que l'équité consisterait à accorder à la femme une part égale à la moitié de celle de l'homme selon la loi islamique » [3]: 50]. Selon qu'il a en vue les valeurs des rédacteurs de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (la majuscule incite évidemment à une lecture générique) ou que le traducteur vers l'arabe est intransigeant sur le respect de la charia, il utilisera le mot qui dans sa langue veut dire « égalité » ou celui qui veut dire « équité ». *Traduttore traditore? Equité = justice? Justice qu'on rend, selon les lois en vigueur.*

2.3.4 La « théorie générale » de la terminologie

Pour simplifier, on va ici faire comme si l'ISO était entièrement fidèle au père de la terminologie, Eugen Wüster. En fait, par souci de consensus, l'ISO propose une approche descriptive, alors que pour Wüster la terminologie est prescriptive: la norme y est une « *Soll-Norm* » (qui doit être), non une « *Ist-Norm* » (qui est) [130]:2]. Dans le cas du droit, qui est auto-normé, ce sont les normes existantes qui dictent aux professionnels du droit ce qui doit être.

2.3.5 La doctrine du Comité technique 37 de l'ISO [46]

Voici les principales définitions concernant la terminologie de la terminologie à l'échelle mondiale.

- *terminologie* (comme discipline): «Étude scientifique des notions et des termes en usage dans les langues de spécialité». NB: *notion* et *concept* sont considéré comme synonymes.
- *terme*: «représentation d'un concept par un signe qui le dénomme». Ce signe est généralement un signe linguistique au sens saussurien (un mot) ou un groupe de mots. Idéalement, à un concept correspond un terme et un seul, mais ce n'est constant ni pour l'anglais ni pour le français dans le dictionnaire de Wüster [128]. Autant dire que dans le cas de l'arabe, qui est parlé dans une vingtaine d'États souverains, la bi-univocité est comme ailleurs un «vœu pieux» (*ein frommer Wunsch*) [[129]:79], au point que pour un arabisant, Fadi Jaber, «le problème essentiel de la traduction reste l'unification des termes scientifiques et techniques» [[47]:208].
- *concept*: «unité de connaissance créée par une combinaison unique de caractères». Il y a des concepts généraux (qui n'excluent pas des représentations mentales variables) et des concepts «uniques» (*individuals*, dans la version en anglais) dont les dénominations sont des *appellations* (un exemple juridique pourrait être *tribunal pénal international*).
- *domaine*: «branche spécialisée de la connaissance». Les linguistes [52] tendent à relativiser de tels découpages, qui restent indispensables en documentation.
- *définition*: «représentation d'un concept par un énoncé descriptif permettant de le différencier des concepts associés». Il s'agit donc de définitions en compréhension (*intension*, en anglais).
- *nomenclature*: «terminologie structurée de façon systématique selon des règles de dénomination préétablies».
- *relation*: générique (genre/espèce), partitive (tout/partie), associative (séquentielle/causale/pragmatique).

2.3.6 Le cas du droit

Un terme n'étant rien d'autre qu'un mot appelant une définition stricte, *vocabulaire juridique* et *terminologie juridique* sont synonymes. Le choix des éditeurs de dictionnaires juridiques est donc affaire de marketing. Il reste que le droit résiste à une discipline qui a été pensée pour traiter de connaissances des choses, non de règles de comportement.

- *terme*: La terminologie est systématique, mais plurisystématique. Pour ne prendre que deux exemples classiques, le latin *animus* s'est perpétué dans un sens très particulier, et le latin plus que tardif *habeas corpus* reste au cœur du droit britannique. Cette capitalisation lexicale et conceptuelle au cours des siècles résulte d'une «genèse» [[100]:76], comme dans les sciences exactes et les techniques, et l'usage des mots s'en ressent: '*legal writing perpetuates itself*' [8].

- *concept*: Les concepts juridiques, à commencer par les droits et les obligations, sont presque tous abstraits; leur adéquation se mesure donc socialement, avant tout, et ils reposent sur le consensus (le «pacte social»); quant à ce qui est institutionnel, des transpositions s'imposent, et il n'est pas toujours facile au traducteur de proposer un «équivalent fonctionnel» [81]: '*term in the target legal system designating a concept or institution, the function of which is the same as that of the source term*' [[110]: 278]. Dans le cas des institutions, le traducteur peut ruser, par le recours à l'hyperonyme, comme Medhat-Lecocq, quand l'arabe égyptien n'a qu'un terme, *makhama*, là où le français distingue 2 degrés de juridictions [[73]:260], ou par une parenthèse, selon la préconisation de Volclair [[123]:120] quand il s'agit de *pretura* en italien (plus ou moins «tribunal d'instance»). L'analogie a aussi ses partisans; ainsi, selon Bocquet, «le traducteur de textes juridiques va se trouver, contrairement au traducteur de textes techniques, en face d'un texte étranger qui parle d'institutions comparables mais non identiques. Il devra donc chercher des analogies» [[9]:13]. Mais il y a pire: pour des raisons d'organisation politique et sociale, ce qui est partagé entre divers pays ne l'est pas universellement; ainsi, Peshkov [[81]:148], traductrice jurée, observe qu'il n'existe pas en Russie d'obligation de moyens, d'obligation de résultat, de contrat d'apprentissage ni de contrat de fourniture, du moins au moment de sa thèse (2012). Il y a aussi pour des raisons de paix dans le monde un flou tolérable, contrairement à la norme ISO, quand il s'agit de *nations civilisées* ou de *société démocratique*. Tant il est vrai que «c'est la puissance publique qui s'impose et décide du sens d'un texte juridique» [[37]: 198].
- *définition*: La définition juridique est stipulative [70], et non pas descriptive. Dans une «synthèse» postérieure à son article des *Mélanges Vincent*, Cornu reconnaît que dans le droit français «le corps des définitions réelles, dogmatiques, forme un noyau restreint» [[21]:1176]. Il privilégie néanmoins «le grain des choses» par rapport à «la paille des mots» [[20]:8], selon une formule brillante mais abusive de trois façons. D'abord, la définition n'est pas principalement une affaire de choses et de mots, mais de concepts. En outre, les termes ne sont pas seulement des mots, mais des dénominations de concepts; il n'y a donc pas de raisons d'opposer des définitions qui seraient purement «terminologiques» à des définitions qui seraient fondées sur «la nature des choses» [[20]: 12]. Ontologie ou contrat social: vieux débat philosophique, en fait. Enfin, et surtout, toute définition juridique n'est pas intensionnelle (aristotélicienne, «en compréhension»); il en existe d'extensionnelles [105], notamment en common law, mais aussi jusque dans les codes français.
- *la définition juridique et la grammaire*: Tous les lexicographes vous le diront, ce qui est difficile à définir, ce sont les verbes et les adjectifs qualificatifs. D'où les artifices de présentation tels que «le fait de» et «se dit de». Le débat résumé ci-dessus est limité par le choix des exemples: il s'agit de noms, soit «substantifs», soit dérivés de verbes. Cette limitation, caractéristique notamment de la terminologie au XX^{ème} siècle comme des nomenclatures du XVIII^{ème}, restreint le problème à une question devenue classique dès la Grèce antique: c'est comme ça par nature ou par convention? Le TC 37 ne s'intéresse qu'aux noms; par défaut, un terme est un nom (*noun*), alors que le terme doit être plus généralement la

bonne dénomination (*name*) d'un concept spécialisé. Dans le cas d'un vocabulaire où dominent les actions et les états, qui sont des actes et des caractéristiques, comme en droit, que faire d'un adjectif comme *nul*? Est-ce une entité naturelle ou culturelle?

Laissons de côté les verbes, que les lexicographes évitent dans la mesure du possible (plutôt *cession*, qui se prête à une définition «aristotélicienne», par le genre et la différence [85], que *céder*). Oublions aussi les adjectifs dérivés de noms, avec leurs familles aléatoires (mairie/communal, État/national, Conseil/?), et tenons-nous-en aux «mots-clés» au sens de Cornu [[22]:76]: comment définir *valable*, *valide*, *légitime*, *juste*? Et comment traduire *accusé* et *inculpé* dans la langue d'un pays qui ne fait pas la différence? [[76]: 102].

2.4 La socioterminologie

2.4.1 Bref historique

La lexicographie n'est pas préoccupée au premier chef par les rapports entre les mots et leurs usages sociaux, mais elle en tient compte dans une certaine mesure; ainsi, là où l'on distingue couramment des «domaines», il n'est pas rare que dès le XVII^e siècle on utilise plutôt comme repères des professions (exemple: «en termes de menuisier»). La lexicologie, sous la forme de la lexicométrie, est devenue un instrument des études de science politique, et les «analyses de discours à entrée lexicale» ont précédé de peu la socioterminologie, branche de la sociolinguistique à la française. Ce courant a une spécificité importante par rapport à la «théorie générale»: c'est une approche où «le terme se caractérise par le fait que sa signification est socialement normée» [[35]:86].

Avant la thèse de Gaudin [34], le mot *socioterminologie* n'a qu'une histoire (ou préhistoire) brève mais significative. Dans un compte-rendu de 1981, le Québécois Boulanger [10] s'intéresse aux «rapports de force en milieu socioprofessionnel» pour favoriser l'«aménagement linguistique». C'est déjà une problématique qui va se retrouver chez Gaudin. En 1984, Lerat préconise au contraire d'infléchir la lexicologie vers une socioterminologie qui ne mêle pas «discours de la linguistique et discours de l'idéologie, qu'elle soit dominante ou dominée» [[58]:163]: simple jalon. En 1987, Gambier [33] préconise une socioterminologie qui prenne en compte les mots dans leurs contextes, en lien avec les pratiques sociales et la diversité des approches selon les domaines (le cas des «pluies acides» incite en effet déjà à la pluridisciplinarité), et qui ne néglige pas la diversité des canaux de diffusion des termes (revues scientifiques, médias, approches juridiques).

2.4.2 « Une terminologie remise sur ses pieds » [[34]: 67]

Le programme soutenu comme thèse (publiée en 1993), et développé dans un livre en 2002 ainsi que dans de nombreux articles, est résumé dans le slogan ci-dessus qui en rappelle un autre: de même que Marx avait l'ambition de «remettre sur ses

pieds» la dialectique de Hegel, Gaudin veut aller «des problèmes sémantiques aux pratiques institutionnelles», comme le dit le sous-titre de la thèse. Trois idées majeures se dégagent d'un ensemble très novateur et fécond malgré une faiblesse théorique: une conception du signe linguistique saussurienne, limitée à un jeu de signifiants et de signifiés [[34]: 86], alors que la force de Wüster est d'avoir opté pour une conception anglo-saxonne du signe, celle de l'Américain Peirce, illustrée notamment par les Britanniques Ogden et Richards, où les relations qui importent sont triangulaires, par une prise en compte de la référence (et pas seulement des acteurs sociaux), comme dans la philosophie classique.

- Pour une « négociation terminologique »

L'exemple du Québec montre que les termes qui s'imposent sont ceux qui ont fait l'objet de concertations. Dans un laboratoire (peut-être un peu idéalisé), l'innovation serait collective. C'est globalement vrai du travail réalisé, un peu moins des «papiers» publiés.

- Pour une diffusion organisée des résultats obtenus par la négociation terminologique

L'adhésion du corps social, soutenue par une politique linguistique volontariste (notamment pendant que le Parti Québécois était au pouvoir), bénéficie d'une mobilisation de divers médias: l'affichage bilingue des nomenclatures dans les ateliers, un service de «terminologie ponctuelle» à la demande à la radio, l'accès gratuit en ligne à deux dictionnaires dits «terminologiques» (au sens large): au niveau provincial le *Grand Dictionnaire Terminologique*, pour le Canada tout entier *Termium*. De façon prévisible, les «enquêtes d'implantation» menées en France par les pouvoirs publics dans l'esprit de Gaudin afin d'évaluer l'effectivité de la francisation du français révéleront méconnaissance et faible motivation parmi les enquêtés.

- Pour une « terminologie diachronique »

L'histoire des techniques et l'histoire des sciences se cristallisent autour de «mots témoins» [[62]:67] qui donnent un nom aux innovations, quelquefois en série, comme dans le cas des emprunts du français au vocabulaire anglais des chemins de fer. Les actes d'un colloque organisé par des terminologues belges portent précisément ce titre: *Terminologie diachronique* (1989). Sous l'intitulé *Néologie rétrospective*, Humbley a récemment montré comment, notamment, est né le vocabulaire français de l'audiovisuel. Toutefois, dans les sciences et les techniques, la participation des spécialistes permet seule de valider de tels travaux, et rares sont ceux qui ont le temps et le goût de regarder en arrière.

Au total, la socioterminologie est un tournant important dans l'histoire de la terminologie. On peut parler de changement de paradigme dans la mesure où elle fait passer d'une terminologie à base de documentation à une sémiologie au sens saussurien: étude des signes (terminologiques, en l'occurrence) au sein de la vie sociale, et à une ingénierie sociale: «inventer des dispositifs facilitant l'harmonisation des vocabulaires émergents» [[35]:85]. Voilà qui peut aider à donner un contenu concret à l'idée, un peu vague, d'«alphabétisation juridique» [103].

2.4.3 Socioterminologie et droit

- L'alphabétisation juridique

Il existe en France, et peut-être ailleurs, un vecteur peu connu de connaissances judiciaires: les fiches du ministère de la Justice [83]. Elles sont unilingues, mais visent à faire comprendre au justiciable un univers de discours où la langue est inévitablement technique. Chiara Preite parle à ce propos de «*traduzioni intra-linguali*». Là où le recours au mot juste est incontournable, le lecteur comprend grâce à des gloses entre parenthèses. Exemple: «le huis clos (c'est-à-dire le déroulement du procès sans public)» [84]:174]. Les administrations ont un rôle de relais à jouer dans la vulgarisation des connaissances indispensables à l'assuré social, au contribuable, à l'électeur etc. Des efforts sont visibles, notamment sur les sites des administrations. C'est une solution moyenne et réaliste entre l'écriture des normes en *plain language* (au risque de perdre la sécurité que vise toute terminologie) et l'absence de communication par ésotérisme.

- La «négociation terminologique»

Cette idée s'applique mal au droit, sauf dans les lieux d'élaboration des lois, c'est-à-dire les parlements nationaux. Elle a également du sens dans les instances qui veillent à la qualité de la langue, qui sont des collèges d'experts, entre pairs. Elle va de soi dans les lieux d'élaboration des règlements et directives communautaires dans chaque langue officielle de l'UE [77]: 700], mais dans les mêmes limites. L'objectif est unique, mais difficile à réaliser: '*produce parallel texts which are equal in legal effects in practice*' [111]: 71].

- La «terminologie diachronique»

Les changements, notamment dans le droit civil et le droit du travail, qui intéressent un maximum de gens, pourraient faire l'objet de regards rétrospectifs sur la terminologie. Pour ne prendre qu'un exemple, beaucoup de couples savent assez bien ce qu'est en France le pacte civil de solidarité, mais ils seraient surpris d'apprendre que naguère une connotation péjorative allait avec le cas que le français populaire appelait *vivre à la colle*, que le Code civil nommait *concubinage notoire*, et qui était une union de fait. Dès 1990, Groffier et Reed témoignaient de ce que «*concubin* est en voie de disparition» [40]: 25]. La raréfaction du mot correspond à la fois à une raréfaction de cet état de fait depuis une législation plus clémente et à une raréfaction du concept dans la mémoire collective.

- L'approche pluridisciplinaire

L'évolution du droit de l'environnement est à la fois urgente et complexe. Gambier a bien montré que sont concernés la chimie, l'agriculture, l'agroalimentaire etc., c'est-à-dire des connaissances non juridiques. Il existe déjà une interdisciplinarité au sein des connaissances juridiques: le fiscaliste [99]: 261] et le commercialiste ont reçu un tronc commun de connaissances, comme l'épidémiologiste et le pneumologue. Il y a bien des tentations et des tentatives de linguistique juridique sans linguistes, de sociologie du droit sans sociologues etc., mais il y aura fatalement tôt ou tard des besoins de vues réellement plurielles dans les lieux de décision, et il y en a déjà, sur le modèle de ce qui se fait en matière d'aménagement de l'espace public.

2.5 La terminologie textuelle

2.5.1 Texte et informatique

Il est d'usage d'appeler *textuelle* une terminologie à base de corpus textuels et utilisant des moyens informatiques. Autour de 1990, l'analyse de discours à entrée lexicale, héritière de la philologie, a trouvé dans l'informatique le moyen de stocker des masses importantes de textes, et des logiciels ont été conçus pour repérer des mots (pas des concepts, malheureusement) et des contextes (les outils les plus répandus sont les concordanciers, qui permettent de sélectionner des contextes d'une longueur paramétrable). En gros, la terminologie a bénéficié de l'informatisation de deux façons: chez les linguistes de formation littéraire, par la bureautique; chez les scientifiques, par les ontologies d'ingénieurs. Il y a même eu un compagnonnage des deux communautés, générateur d'espoirs et de désillusions. Un article de 1999 [13] va de l'enthousiasme partagé («on va du texte au terme») jusqu'au constat de la «dépendance du point de vue imposé par l'expert» et au besoin de passer aux choses sérieuses («le relais est pris par l'ingénierie des connaissances»). La terminologie assure seulement, en pareil cas, une interface aventureuse entre vocabulaire et connaissances. Un «réseau terminologique», au sens d'«ensemble de candidats termes reliés entre eux par des relations lexicales» [25]:21].

Au sein même de la communauté de l'ingénierie des connaissances, une fracture est apparue rapidement entre ceux pour qui il est possible d'«extraire» des connaissances de textes et ceux qui préfèrent tout attendre d'entretiens avec des experts incontestables (pour telle application) et de calculs logiques. Dans les deux cas, la terminologie est instrumentalisée. Pour Bourigault et le réseau «Terminologie et intelligence artificielle», il s'agit de parvenir à la «construction de ressources terminologiques ou ontologiques à partir de textes» [14]: titre]. Pour Roche [92], il faut remplacer les définitions en langue naturelle par des formules manipulables automatiquement par des ordinateurs; la terminologie est fournie par l'expert, traitée par un informaticien selon la logique mathématique (par exemple, le genre prochain du lexicographe spécialisé est valide si et seulement s'il correspond à une subsomption mathématique autorisant l'héritage des propriétés). On voit mal comment *ordre public*, *droit* ou *obligation* pourraient se prêter au calcul; en revanche, une «ontoterminologie», «terminologie dont le système notionnel est une ontologie» [93]: 99], est productive quand il s'agit de matériels tels que les turbines de centrales électriques hydrauliques. La démarche est intéressante en tant que critère de la nature des terminologies. Il y a malentendu tant qu'on affecte de considérer que les concepts sont tous tels qu'un ordinateur puisse les schématiser: entre une conceptualisation humaine et une ontologie, la différence est grande, étant entendu qu'«une ontologie, au sens de l'ingénierie des connaissances, est une spécification d'une conceptualisation, c'est-à-dire une définition, à l'aide d'un langage formel et compréhensible par un ordinateur, des concepts et de leurs relations.» [93]: [99], n.1].

Ce qui est plus indiscutablement opératoire en matière juridique, ce sont les traitements bureautiques autorisant des tris par mots, par domaines, par langues etc. C'est le moins que puisse faire un système de gestion de base de données, et mettre de l'ordre, n'est-ce pas l'idée qu'impose le terme français *ordinateur*? Le réseau

mondial exploité par des systèmes utilisant l'intelligence artificielle permet des requêtes fructueuses à partir de quelques mots, les connaissances sont accessibles à des «semi-experts», mais s'il est vrai que le terme est «une unité définie dans les textes de spécialité» [51]: 180], rien ne vaut le recours direct aux bonnes sources. Les expériences d'«ontologie juridique» n'en restent pas moins instructives par leurs «demi-succès».

2.5.2 Terminologie et informatique

Les ontologies d'ingénieurs sont nées aux États-Unis, et le domaine où elles se sont développées de façon spectaculaire est la médecine. Le droit se prête moins aux traitements automatiques, du fait que le raisonnement déductif (si ... alors) y est concurrencé par le raisonnement inductif (notamment par analogie), et surtout parce qu'il prévoit des scénarios types (la vente, le vol en réunion) où l'important est un jeu de relations entre des entités. C'est probablement pour cette raison que la seule tentative d'ontologie juridique non textuelle qui ait été présentée dans un colloque utilise un formalisme générique (appelé ONTOLINGUA). L'intérêt de la démarche [120] est l'usage de clés universelles en documentation informatisée, toutes disciplines confondues ('*classes, relations, functions, instances and axioms*'), et aussi l'utilisation de modalités juridiques classiques. La «description informelle» préalable à la formalisation met en évidence l'importance de certaines variables, notamment les considérations de temps et de lieux. Le but est une utilisation en documentation. Comme souvent, on aimerait une évaluation des résultats.

C'est aussi pour faciliter l'accès à la documentation juridique qu'a été lancé en France un projet intitulé DROIT. Ce projet, décrit dans une publication de 2004 [14], visait à intégrer à un site juridique (www.droit.org) «une ontologie du droit susceptible de faciliter l'accès au site pour les utilisateurs» [14]: 96]. L'entreprise n'a probablement pas eu un succès total car seuls étaient pris en compte les «noms et syntagmes nominaux» [14]: 106]. Cette limitation sérieuse se retrouve dans la liste des '*candidate terms*' d'une étude plus récente concernant le *legalese* à la lueur de la linguistique de corpus [68]: 29]. Au niveau communautaire, le meilleur outil documentaire reste le thésaurus EUROVOC [29], qui est accessible en ligne.

Une autre limitation ressort de l'analyse automatique d'un corpus d'arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme. Parmi les «candidats termes» obtenus par l'application d'un «extracteur» au corpus numérisé, 60% seulement ont été considérés comme juridiques par les spécialistes consultés [12]: 75]. Cela veut dire un taux de pertinence médiocre. Il est clair que la part des «faits jugés» [12]: 76] est prévisible dans un tel corpus.

Ces trois expériences datent, et l'on pourrait penser que depuis lors l'enthousiasme est retombé. En fait, l'intérêt s'est déplacé vers des activités plus rentables. L'une est la documentation sur le Web., qui est devenue matière de simples «navigations» grâce à des moteurs de recherche de plus en plus puissants. L'autre est la traduction automatique, qui a tardé à sortir de l'à-peu-près mais qui obtient maintenant des résultats remarquables. Soit un fragment d'énoncé qui a embarrassé une traductrice [27]: 349]: «contravention à la convention». Soumettez-le à *Deepl* [24], système reposant sur l'utilisation de la mémoire de traduction *linguee* et d'un «réseau neuronal». En anglais,

contravention est d'abord traduit de façon probabiliste par *contravention*, mais en continuant à écrire le texte en français une correction se fait instantanément, et vous avez la bonne traduction: *breach of agreement*. Comment est-ce possible? Parce que *Linguee* est particulièrement riche en énoncés juridiques, notamment de l'UE et de l'ONU, ce qui fait qu'une nominalisation du verbe ancien *contrevenir* à sélectionne «automatiquement» la valeur contextuelle d'un mot qui fait peur aux automobilistes à cause de son sens pénal et dont l'acception en droit international n'est pas dans la culture de tout jurilinguiste. Traduire une convention internationale, ce n'est pas seulement bien peser le sens des mots, à cause des enjeux. Ce n'est pas seulement une question de sémantique, c'est une question de pertinence. Il est présumé '*that the authentic texts of a legal instrument are equal in meaning, effect, and intent*' [112]. Oui, même effet. Juridique, mais aussi stylistique.

2.6 La terminologie communicative

2.6.1 Une terminologie du discours

La «théorie générale» est à base de concepts, considérés comme des «unités de connaissance». Teresa Cabré [16] ne néglige pas celles-ci mais prend en compte également des «unités de langue» (termes et phraséologie), et aussi des «unités de communication», qui sont des messages situés. L'idée générale de la «terminologie communicative» est que, par quelque type d'unité que l'on entreprenne l'analyse terminologique, on sera ensuite obligé de passer par les deux autres. Cette approche contextualiste, tenant compte des situations non pas comme de simples circonstances mais comme des paramètres, partage avec la socioterminologie une bonne compatibilité avec l'aménagement terminologique à la québécoise. Aussi bien, la préface de son livre de 1992 [15] a été confiée au Québécois Jean-Claude Corbeil, qui fait école en Catalogne espagnole au point que les annonces aux Jeux olympiques de Barcelone ont pu se faire en catalan.

Terminologie, ou lexicologie du discours? Pour Cabré, ce qui fait qu'un mot est un terme, ce n'est pas une spécificité paradigmatique, mais un contexte donné et une situation donnée. Aussi bien, pour l'auteur(e), la terminologie communicative '*is not really a theory, it's an approach*' [[16]: 193]. Cette approche a le mérite de prendre en compte l'extralinguistique; ainsi, *dispositif* n'aura pas le même sens en matière judiciaire qu'en matière d'armement, où l'on est quasiment dans un emploi ordinaire; c'est le type de discours qui est discriminant. *Disposer*, en tant que mot, est nécessairement juridique dans la construction *disposer que*. *Disposition* est un nom dont le sens varie avec le contexte. Mais il ne faut pas oublier que les familles de mots sont remplies d'enfants incestueux et de bâtards: *indisposition* est médical, *le disposant* est juridique, exclusivement et inconditionnellement.

2.6.2 L'approche communicative en terminologie juridique

Beaucoup de conceptions de la traduction et de l'interprétation relativisent fortement la place de la terminologie dans la traduction, qu'il s'agisse d'une

approche «sourciste» comme la recherche du «vouloir-dire» de l'émetteur ou d'une conception «cibliste» comme dans la traductologie utilisant la notion de «skopos» (*visée* dirait la même chose, mais sans le charme grec). Ce qui est certain, c'est qu'il faut bien «localiser» le texte de départ (tel quel) et le texte d'arrivée (souhaitable). Les traducteurs de la Commission de Bruxelles ne connaissent pas leur bonheur: quand on a affaire à un même objet, à une même documentation, au même moment, les aléas imposés ailleurs par des différences inévitables ne s'ajoutent pas aux problèmes linguistiques.

Pour qui est écrit un contrat? Pour ses signataires. Pour qui est écrite la loi? Pour les juristes, mais aussi pour les citoyens. La question de la démocratie linguistique ne se posait pas dans le Code Napoléon: le «bon père de famille» concerné en 1804 a un notaire. Après la deuxième guerre mondiale, sur une grande partie de la planète les habitants peuvent lire dans leur langue la déclaration universelle des droits de l'Homme, écrite pour eux tous. Ce n'est pas un hasard si dans un intervalle de peu d'années un livre déplore dans le *legalese* un style '*wordy, unclear, pompous and dull*' [[74]: 25] et un autre ne rencontre pas d'objections en jugeant ce style intimidant, producteur d'«effet Thémis» [[104]: 63]. Voici maintenant que le savoir juridique est épars sur le Web, comme le savoir médical. De même que le médecin généraliste peut être irrité que son patient ait accédé à quelques bribes d'un savoir qu'il a mis du temps à acquérir et à tenir à jour, l'avocat ne saurait être content d'entendre son client évoquer l'arrêt X. Ces humeurs sont compréhensibles, mais les professionnels ne sont pas menacés. Ce qui est important, en revanche, c'est la lisibilité des textes de référence.

Et les dictionnaires? Que le support soit un ouvrage imprimé que l'on a à portée de la main ou un fichier électronique disposant d'une fonction «rechercher», auteurs et éditeurs visent à rentabiliser leur travail par la visée d'un lectorat aussi nombreux que possible. En même temps, l'école fonctionnaliste d'Aarhus, inspirée du '*Bergenholtz's challenge*' [[45]: 13], attire à juste titre l'attention sur l'exigence inverse: il faut viser un public précis, les besoins d'un apprenant et ceux d'un traducteur, par exemple, n'étant pas les mêmes. Il était une fois un juriste américain, Mellinkoff, qui raillait volontiers les travers linguistiques de ses collègues, mais vers la fin de sa vie il a eu l'idée, opportune mais imprudente, de publier sous forme de dictionnaire l'ensemble de ses fiches. Et de s'exposer, inévitablement. Il était une fois un linguiste qui avait accumulé de son côté pas mal de fiches également. Les unes ont été ciblées «débutants» [65], les autres «traducteurs» [66]. Il manque aux premières le non-dit, c'est-à-dire la lexiculture [32] juridique, autrement dit les cours de droit; aux autres, inversement, l'ancrage des mots dans une langue et une culture nationales.

2.7 L'approche par les cadres (*frames*)

2.7.1 La grammaire des frames

Pamela Faber a créé en Espagne, à Grenade, un courant terminologique inspiré au départ de la grammaire des cas de Fillmore. Ce linguiste, Américain comme elle,

intègre des éléments grammaticaux de sens aux phrases en trouvant dans les langues à cas (mortes, comme le grec et le latin, ou en usage, comme l'allemand ou les langues slaves) des indices morphologiques (terminaison de nominatif, de génitif, de datif etc.) de fonctions syntaxiques (respectivement sujet, complément de nom, complément d'attribution). Ce qui intéresse Fillmore, c'est moins la phrase en tant que telle que le cadre (*frame*) constitué autour du verbe. Le bon latiniste sait qu'il faut commencer par le verbe si l'on veut savoir qui fait quoi (la version est une interprétation intelligente, et non pas un exercice sans intérêt).

Pour construire l'une des premières ontologies médicales (*Oncoterm*) puis pour créer une base de connaissances d'utilité publique (facilitant la connaissance et la résolution de problèmes posés par l'entretien du littoral de l'Andalousie menacé par l'érosion), Faber a pris un parti contraire à celui de Wüster: non pas privilégier le nom, mais le verbe. De fait, '*a considerable part of our knowledge is composed of EVENTS and STATES, many of which in specialized discourses*' [30]. Voici une définition résumant à l'aide de relations (sémantiquement) «profondes» ce qu'est une arête au sens maritime:

'GROIN: hard coastal defence-structure [IS-A] located perpendicular to the shoreline [LOCATION-OF] made of timber concrete or rubble mound [MADE-OF] in order to retard littoral drift and prevent breach erosion [HAS-FUNCTION]' [[31]: 202]

On est passé de la grammaire des cas à une schématisation des relations conceptuelles classiques (*IS-A*, comme dans la «théorie générale», *MADE-OF*, relation partitive entre le produit et ses composants), en ajoutant une relation empiriquement essentielle, [*LOCATION-OF*] et une relation pragmatique, capitale en l'occurrence, l'utilité recherchée [*HAS-FUNCTION*]. En traitant tout le vocabulaire spécialisé au moyen du même jeu volontairement très limité de relations, la navigation dans la base permet de systématiser les requêtes: '*one concept evokes the entire system*' [30].

Un lexicologue Néerlandais, Willy Martin, décrit ce qu'est un violon à la façon d'un dictionnaire encyclopédique qui mettrait à plat le stéréotype culturel de cet instrument de musique: '*violin is linked with stringed instrument (IS-A relation) (...) violonist (USER relation) (...) play the violin (USE relation), violin case (CONTAINER relation) (...) string (PART relation)*»' [[71]: 69]. La multiplication des relations «pragmatiques» fait courir le risque qu'un '*frame-based lexicon*' à grande échelle soit en partie ad hoc. La «nature des choses», argument commun aux ontologies et aux terminologies à base de *frames*, conduit à travailler sur des domaines restreints, comme chez Faber. La terminologie juridique se prête-t-elle à une approche *frame-based*?

2.7.2 Les frames et la terminologie juridique

Les dictionnaires juridiques bilingues ou multilingues sont nécessairement plus ou moins dissymétriques, du fait que la polysémie n'épargne aucun vocabulaire spécialisé, y compris celui du droit. Pour ne prendre qu'un exemple, l'anglais *claim* est un équivalent conditionnel à la fois d'*action*, *créance*, *plainte* et *prétention* (selon les

collocations: *claim for restitution*, *unsecured claim*, *standardized claim* et *financial claim*, notamment). Ce n'est une propriété ni de l'anglais ni du droit, mais il est certain que cette discipline demande une grande attention aux «*caratteristiche combinatorie dei termini*» [[67]: 56].

Cette dissymétrie est une contrainte lexicographique qui impose soit l'usage d'une métalangue non juridique (comme les mots en majuscules ci-dessus) soit le recours à un vocabulaire de base utilisé de façon récurrente dans les limites d'une liste de mots définis également dans le dictionnaire. Dans une telle option [63], qui est robuste pour autant que les mots entre parenthèses appartiennent au vocabulaire fondamental du droit, on peut imaginer des équivalences conditionnées par des relations associant *frames* (matérialisés par des parenthèses) et mots (collocations, phraséologie, cotexte, selon les différents jargons de linguistes).

Exemples: *appel en réparation* (victime, auteur) = *claim*; *appel en garantie* (victime, assureur) = *claim*; *demande d'indemnisation* (victime, fonds) = *claim*

2.8 La terminologie sociocognitive

2.8.1 Le sociocognitivisme

Rita Temmermann conteste radicalement la «théorie générale» avec des arguments dont certains ont déjà été utilisés par des prédécesseurs, notamment Gaudin et Cabré:

- '*many categories are fuzzy*' [[113]: 46], donc «les définitions sont variables» [[114]: 60]
- il faut prendre en compte «l'intention de l'émetteur du message» [[114]: 60]
- «une analyse historique des unités de compréhensions est indispensable» [[114]: 61]
- l'idée de «conditions nécessaires et suffisantes» n'est pas appropriée [[115]: 60]

Cet intérêt pour la genèse des «unités de compréhension» (non plus «unités de connaissances» comme à l'ISO, ni simples «éléments de pensée» comme chez Wüster) est productif quand on veut mener une recherche pointue sur l'émergence d'un nouveau concept scientifique. Dans l'actualité, l'«unité de compréhension» se stabilise par la prédominance d'une conceptualisation et d'une dénomination néologique. En diachronie, on peut même envisager une «néologie rétrospective», selon le titre d'un livre de Humbley (2018). Les références aux sciences cognitives, notamment aux «ressemblances de famille» et aux «prototypes», ont un intérêt descriptif et jettent en doute sur la pertinence de l'idée de concept normalisé.

Wüster avait devancé cette critique en ne s'intéressant qu'à des concepts stabilisés dans le milieu industriel et en recommandant de les définir en prenant comme générique le concept immédiatement supérieur (par exemple, pour *clé anglaise*, *clé* et non pas *outil*). Temmermann, comme Gaudin, préfère s'attacher aux voies de la création scientifique. Rastier fait écho à ces remises en question des normes pour contester les hiérarchies sur lesquelles reposent les systèmes de

concepts «opérationnalisés» dans les ontologies d'ingénieurs; pour lui comme pour Temmermann le «genre prochain» est suspect: «soit il n'y en a pas, soit il y en a trop, soit ils sont tous inutilisables» [88]:27]. Roche ne dirait pas le contraire à propos des définitions «naturelles» qui utilisent les mots. Imaginons qu'on veuille réaliser une «ontoterminologie» juridique et qu'on arrive à *pacte civil de solidarité*. Le «bon» générique est-il *pacte*, comme le veut la langue, ou *contrat*, comme le veut le sens? C'est un contrat.

On peut rattacher à la terminologie sociocognitive la terminologie culturelle au sens de Diki-Kidiri. Ce spécialiste de la langue et de la culture sango (implantées en Centrafrique) tient à proposer des solutions terminologiques permettant à l'Afrique d'accéder à la modernité tout en conservant ses identités. On peut penser que ce souci impose une façon particulière de travailler [17]: 182]. On peut aussi considérer que le problème n'est pas uniquement terminologique, et qu'il est sociolinguistique en général, voire politique, comme au Canada ou en Inde. Ce qui est sûr, c'est que l'important est «le processus même de l'élaboration de la terminologie» [26]: 27], et aussi, le cas du Québec le montre, l'effectivité de l'usage des terminologies dans les pays ex-coloniaux soumis au *code switching*.

2.8.2 La pertinence du sociocognitivism pour l'étude de la terminologie juridique

En gros, on peut considérer comme équivalents fr. *bail*, de. *Pacht*, en. *lease*, es. *arrendamiento* et it. *affitto*. Mais si l'on examine les contextes de *Pacht* dans un corpus normatif en allemand, ce parallélisme est menacé par la dispersion des emplois – phénomène dont essaie de tenir compte la documentation, par la métaphore des «facettes». Il peut s'agir d'un bail en tant que contrat (*Pachtvertrag*), en tant que durée (*Pachtzeit*) ou en tant que prix du loyer (*Pachtzins*) [128]: 43]. Bien entendu, on ne peut pas attendre d'un dictionnaire juridique qu'il fasse plus que fournir des *frames* à titre indicatif, mais c'est déjà beaucoup. Une approche «onomasiologique-sémasiologique» [128]: titre], dans cet ordre, ne peut guère faire plus qu'un choix d'exemples et/ou de citations représentatif d'un usage (code civil allemand/contrat de location). Au-delà, il faut des liens hypertextuels avec un corpus.

Un cas plus délicat est celui où le même mot est attaché à un stéréotype culturel ordinaire et devient un terme dans la législation. L'exemple de *mariage* a l'avantage supplémentaire d'avoir un sens évolutif. D'un côté, c'est un événement familial, une fête, célébrée par un édile, où l'on se fait beau etc.; de l'autre, c'est devenu en France «une relation contractuelle entre deux conjoints», après l'avoir été entre un homme et une femme, selon une doctrine dont le sort est lié à la vitalité des églises chrétiennes.

L'exemple du mariage illustre une leçon du sociocognitivism: le besoin d'interdisciplinarité. Une étape significative a été le temps des «sciences auxiliaires», dans la génération de Mounin [79]: titre]. A suivi l'usage de *juridique* comme ouverture du droit sur la sociologie, la logique, l'informatique et la linguistique. Le moment est venu de trouver des vraies collaborations de spécialistes, et non plus de rester entre soi. Par exemple, ce qu'on appelle la «sociologisation» du droit est une dérive dangereuse, mais les faits sociaux ne sont pas seulement des faits juridiques; ainsi, l'apparition de mots comme *divorcialité*,

décriminalisation, *dépénalisation* ou *permissivité* n'intéressent pas que «la doctrine» [[107]: 298–299]. Le «mariage pour tous» est inscrit dans le droit, et c'est un progrès vers plus d'équité. Mais la différence des sexes/genres est observable dans les salaires, l'habillement, les tâches domestiques etc. et même dans les douanes; celles-ci, pour des raisons qui tiennent à leur vocation, ne connaissent pour l'heure que deux catégories: '*male or female*', comme le remarque Anne Wagner [[124]: 188]. Autre exemple: la genèse du «contrat de crédit lié» [61]. C'est une question de droit commercial, mais aussi une conséquence de la vente en ligne, ce que ne dit pas le nom: lié à quoi? À l'achat de biens ou de services. Une histoire de la notion de «crédit» donnerait raison à la fois à ceux qui vantent la «durabilité de la langue» [[38]:1235] (par la permanence du mot *crédit*) et à ceux qui parlent d'«éphémérité de la langue» [[38]: 1241] (du fait des noms des types de crédit).

2.9 La pragmatérminologie

2.9.1 Une terminologie des métiers

« Au commencement était l'action ». Cette phrase de Goethe, placée en exergue d'un article cosigné par Dardo de Vecchi [119], est explicative du sens de *pragmatérminologie*: une terminologie privilégiant l'action (*praxis* en grec, *pragma* comme résultat). Il s'agit des dénominations de tâches d'un professionnel, d'où le privilège accordé aux verbes, comme chez Faber. L'exemple de la finance, activité difficile à placer dans un «arbre de domaine», quelque part entre économie et droit, est choisi par de Vecchi et Estachy dans une communication qui invite à «prendre en considération un «savoir-effectuer» dans lequel les verbes occupent un rôle essentiel» [[120]: 47]. Il n'y a pas de verbe spécialisé pour tout nommer, par exemple le fait d'anticiper sur l'évolution du marché des changes, qui est la grande affaire pour un trader, mais une unité terminologique polysyllabique récurrente dans les écrits de spécialistes est la locution verbale *prendre des positions*. De même, un boulanger *pétrit*, *enfourne* etc. On parle volontiers, en pareil cas, de *jargon* [118].

2.9.2 Une terminologie pour les sciences sociales

La «vraie» terminologie, celle des pionniers, a d'abord été une affaire d'industriels (de l'électrotechnique, des machines-outils etc.). Sous la pression des universitaires, elle s'est rapprochée d'autres disciplines (non seulement la linguistique, mais la sociologie, l'épistémologie, les sciences cognitives etc.). Ce qui peut paraître paradoxal, c'est que la terminologie juridique ait fait l'objet d'une mise à l'écart implicite ou explicite, le plus explicite étant Alain Rey qui déclare que l'on ne saurait parler de terminologie «quand l'usage est autodéfini par un discours normatif ad hoc. C'est le cas évident du droit, mais aussi des religions» [[90]: 45]. Curieuse évidence, si l'on pense que la terminologie de l'ISO est tout aussi normative: c'est seulement l'autorité qui change. L'argument de Rey est que tout droit est «uniculturel» (même page) et, de ce fait, «peu traduisible». Il y a du vrai dans cette prise de position (les «régimes juridiques» et leurs évolutions montrent que l'histoire et

la géographie important, et la traduction juridique est parfois difficile), mais il reste que le non respect des règles juridiques est punissable, ce qui n'est pas le cas de la confusion entre un SUV et un 4X4.

En quoi la pragmatérminologie pourrait-elle éclairer la terminologie juridique? En élargissant son périmètre. L'accent est mis le plus souvent sur les termes définis dans les codes, notamment dans l'Europe continentale, ou sur leur usage dans la jurisprudence, ou encore dans «la» doctrine (curieux singulier). Le droit, ce sont aussi, et de plus en plus, des métiers. «La pratique», ce sont conventionnellement des activités d'avocat, d'huissier de justice, de notaire, les «gens de loi» [36]:168]. Or le droit est action également dans «le monde de l'entreprise et de l'organisation» [125]. Les sociétés d'assurance, les agences immobilières, les mutuelles, les syndicats ont leurs juristes. «Le Législateur», qu'il faut bien nommer abstraitement pour faire oublier comment se négocie laborieusement une loi dans un parlement, avec des rapporteurs et des commissions éclairés par des juristes, c'est génétiquement une ou deux assemblées d'élus d'une nation; l'entrée des caméras dans les institutions parlementaires le fait voir. Il est vrai que ce qui est télégénique, ce n'est pas le droit, mais la toge, la barre, voire la série américaine.

Et le citoyen? «Non professionnel» en tant que consommateur, «non candidat» en tant que simple électeur, «non syndiqué» s'il ne milite pas en tant que travailleur, même plus «civil» (vs. militaire), il se définit de plus en plus négativement. S'il n'a plus qu'à cliquer pour passer commande, qu'à voter électroniquement et laisser sans réponse les demandes de cotisations, il n'est plus qu'un animé humain qui vit, travaille et meurt. Les services de l'état-civil, du fisc, des douanes, de la sécurité sociale et des ressources humaines feront le reste. Il faut d'autant plus enseigner le droit et les devoirs aux futurs citoyens, même si *huissier* ne se comprend plus à partir de *huis* et si bien malin qui sait pourquoi on dit encore *assises*. Après l'alphabétisation tout court, l'alphabétisation juridique mérite d'être considérée comme la cause internationale la plus importante.

2.10 Les noms et le droit

2.10.1 Les noms

Depuis 1939, autant dire depuis les débuts de la normalisation industrielle, les linguistes et les ingénieurs soviétiques se sont constamment accordés pour faire une place, en marge de la terminologie normalisée, à des dénominations d'artefacts qu'ils appelaient *nomenclatures*. Le nom est trompeur, car au 18^{ème} siècle les nomenclatures étaient des terminologies systématiques (objets, concepts, dénominations) et cumulatives (par exemple en botanique, les colonisations aidant). Les nomenclatures des botanistes étaient des découvertes (de la nature), celles dont il s'agit ici résultent d'inventions et de mises en marché.

Pas plus que la définition de *nomenclature*, celle de *nomen* n'est vraiment stabilisée, à ceci près que les auteurs s'accordent pour considérer qu'une nomenclature est faite de «signes de nomenclatures» dits aussi noms [115]. Les exemples cités sont variés, mais deux types dominant. L'un est le nom propre d'entreprise,

ou plutôt le nom de marque. L'autre est le nom de produit, qui perd sa majuscule en se banalisant [32]. Ce caractère empirique fait que les terminologues du concept (dans l'Europe du nord) comme ceux du signifié saussurien, évoquent rarement les noms, ou seulement au passage.

Pour cerner ce qui est pris en compte sous le nom de *nomen*, la meilleure source, ou du moins la plus variée, est un livre collectif publié en 1996 [115]. Il n'y a plus ni URSS ni RDA à l'époque, mais la culture scientifique ne change pas avec la politique; aussi bien, il était encore question de noms en Ukraine en 2018.¹ On peut comprendre, dans des articles écrits ou traduits du russe en anglais ou en allemand, qu'il s'agit de la matière de catalogues, non de thèses; que les propriétés pragmatiques, à commencer par l'usage, y importent avant tout; que les terminologues n'ont pas pris sur les noms, qui appartiennent à des entités privées ou publiques. Ce sont des réalités sans grand intérêt linguistique, souvent alphanumériques, mais leur appartenance à la propriété industrielle est juridiquement pertinente.

2.10.2 La propriété des noms

La Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle est de peu antérieure à la normalisation industrielle à l'échelle internationale. La propriété industrielle est devenue une spécialité juridique de grande importance économique et judiciaire, chacune de ses composantes étant source d'enjeux financiers, donc économiques et sociaux: brevets, marques, enseignes, appellations d'origine etc. Les étiquettes de produits comportent à la fois des termes et des appellations, bien souvent. C'est le cas des étiquettes de bouteilles de vin vendues dans la grande distribution. Il y est question de sulfites (sans indication des effets secondaires possibles ni du dosage effectif); on pourrait aussi préciser la nature des levures autorisées, s'il y a eu microoxygénation ou non etc. mais, comme ce n'est pas obligatoire, de tels détails scientifiques et techniques ne sont pas jugés souhaitables. En revanche, il est obligatoire et avantageux de mentionner l'appellation d'origine s'il y a lieu; voilà un exemple de *nomen*. Ce sont les besoins de réglementer le secteur qui sont à l'origine de maint texte normatif dans ce domaine, par exemple au sein de l'UE. C'est au fur et à mesure des besoins (mais il en va de même pour les normes juridiques nationales) que la Commission définit les organismes génétiquement modifiés, les nectars de fruits etc.

¹ Fainman, Inna et Tokar, Yevheniia. 2018. 'Subject-specific vocabulary and its stratification: the case of aviation english', *Advanced Education* 9: 240-245.

3 Les apports de la philosophie du langage à l'étude de la terminologie juridique

3.1 La sémiotique de Wüster

Trois principes sont énoncés par Wüster lui-même, puis plus ou moins oubliés ou contestés comme on l'a vu.

- Le terme est un signe qui ne renvoie pas seulement à un concept, mais qui a aussi une référence.

Après un flottement, en 1959² entre signe à deux faces à base de « parole » saussurienne et signe sémiotique représentable de façon triangulaire à la façon de l'Américain Pierce et des Britanniques Ogden et Richards, la doctrine de Wüster rejoint la pratique de son dictionnaire, où les objets nommés et définis sont souvent représentés par des schémas: il affirme en 1969 que « pour un terminologie, le modèle du signe triangulaire suffit ».³

- Le terme n'est pas un simple « descripteur » documentaire, il est matière à communication humaine émanant d'un « maintenant », « ici » « moi » (*jetzt, hier, ich*). L'auteur de référence est ici Bühler, selon qui l'émetteur (*Sender*) se fait une représentation (*Darstellung*) d'un objet concret ou abstrait dans un message perçu et interprété par un récepteur (*Empfänger*). Ce schéma sera complété par Jakobson [49].
- Le terme est normatif par nature. Contrairement à une description purement linguistique, qui décrit « l'usage linguistique actuel » (*derzeitiger Sprachgebrauch*), simple « *Ist-Norm* » (« c'est comme ça »), la seule « norme au sens strict » est une « *Soll-Norm* » (une « norme prescriptive ») [[130]: 44].

3.2 Langue et discours selon Benvéniste

Benvéniste, qui ne veut limiter la problématique du signe ni à Pierce ni à Saussure, propose une solution qui est nouvelle: il y a place pour deux approches complémentaires, l'une limitée à la langue comme système clos, l'autre à l'usage de la langue. Pas seulement « la parole », simple profération orale des mots, dont rendent compte très bien la phonétique et la phonologie, mais l'énonciation, qui est l'acte d'émission du message, y compris à l'écrit.

Les questions d'énonciation, d'extension, de référence, de prédication et d'actes de langage (*speech acts*) ont été plus ou moins proches d'intérêts de divers terminologues mentionnés plus haut, mais seul Benvéniste, à ce jour, les traite ensemble

² « *Das Wort in der Welt, schaubildig und terminologisch dargestellt* » (1959), article repris dans le recueil *Terminologie und Wissensordnung* (2001: 21–51). Ce qui veut dire: « la verbalisation (mise en mots) du monde, représentée visuellement et terminologiquement ».

³ « *Die vier Dimensionen der Terminologearbeit* » (1969), p. 108 dans le même ouvrage de 2001..

dans un cadre de linguistique élargie. Sa terminologie peut surprendre, et elle a effectivement surpris. Il appelle en effet *sémiotique* non pas la science de tous les systèmes de signes, selon l'usage, mais la langue en tant que système, et elle seule. Pour la langue activée dans un discours, il parle de *sémantique*, ce qui est en rupture avec la sémantique du concept et du signifié, le sens étant ainsi un résultat (au sens étymologique, une signi-*fication*). Nul ne connaît mieux que lui les mécanismes morphologiques et morphosémantiques qui gouvernent la créativité lexicale dans diverses langues, surtout indo-européennes, mais il propose d'étudier à part le sens de l'énoncé, qui est à base de référence au réel et de propositions logiques vraies ou fausses.

Les jurilinguistes, notamment les traducteurs et interprètes spécialisés dans le droit, ne seront pas surpris par tel ou tel aspect abordé ci-dessous, mais comprendront peut-être mieux les difficultés de leur travail en constatant que même les lois sont énoncées. Par un émetteur collectif, en l'occurrence, qui dit ses vérités (ce qu'il entend par *état de droit*, par exemple, et que récusé une autre culture juridique). Ni la terminologie au sens saussurien ni le droit ne sont des secteurs qui intéressent particulièrement Benvéniste, mais le continuum qu'il a observé dans ses thèses entre droit et religion fait que la terminologie juridique pourrait être pour lui un bon terrain d'application de ses idées. Pour comprendre les rapports entre types de vocabulaires spécialisés et organisation sociale, il propose en effet de commencer par un exemple « facile à analyser » (pour lui!) : « le vocabulaire du sacré dans la langue des pontifes romains » [[6]: 100]. Que les juristes me pardonnent, c'est l'impression que donnait à un non initié le droit au début des années 1970. Non pas que les juristes aient une propension particulière à pontifier, mais parce que la terminologie juridique est un cas exemplaire parmi les « vocabulaires spécialisés (...) qui portent en eux-mêmes leur référence, qui constituent un univers particulier relativement coordonné » [[6]: 100].

Acte de langage ne figure pas dans l'index du tome II des *Problèmes de linguistique générale*, mais l'auteur consacre plusieurs pages à Austin, qui a fait couler beaucoup d'encre chez les juristes et philosophes du droit. À l'issue de la présentation du projet de *Langage du droit*, le linguiste Georges Mounin est venu me dire que c'était une bonne idée, mais qu'il ne fallait pas négliger Austin. Il avait raison, « il y a du performatif » jusque dans les contrats [[79]: 11].

3.3 Énonciation

3.3.1 Énonciation, énoncé, phrase

La distinction entre *phrase* et *énoncé* est aussi importante que celle entre *mot* et *terme*, mais elle est trop rarement faite. Or la phrase est une structure syntaxique bien faite du point de vue des règles grammaticales qui régissent un idiome (place du verbe, par exemple). L'énoncé est le plus souvent une phrase, complète ou elliptique, mais surtout c'est ce qui est dit ou écrit par un humain à un moment donné dans un lieu donné, bref un « je-ici-maintenant », pour parler comme Benvéniste (et Bühler). Tout ce qu'on peut formuler selon la grammaire d'une langue est

syntactiquement indépendant du type de discours; ainsi, en allemand, dans une subordonnée le verbe est normalement à la fin, que ce soit chez Goethe, dans le *BGB* (code civil allemand) ou dans le journal local. Deux caractéristiques de toute interaction verbale humaine sont bien connues depuis la découverte des langues amérindiennes. L'une est que « toute énonciation est, explicite ou implicite, une allocution, elle postule un allocutaire » [6]: 82]; même la maxime s'adresse à un destinataire potentiel. L'autre caractéristique majeure, occultée par la limitation saussurienne à la langue « en elle-même et pour elle-même », est que l'énonciation « porte référence à une situation donnée; parler, c'est toujours parler-de » [6]: 62].

3.3.2 Énonciation juridique et énonciation judiciaire

Les différences langagières (pas seulement linguistiques) entre les types de discours juridiques tiennent à des situations d'énonciation caractéristiques. Les variables sont moins la matière (le tribunal « dit le droit », le législateur le rédige, le contrat est « la loi des parties », faite de droits et d'obligations comme le droit en général) que les conditions de la communication dans un scénario donné.

Ce qui contraint les énonciateurs, ce sont d'abord les lieux. Le législateur siège dans un édifice parlementaire, le juge dans son tribunal, le contrat est « domicilié ». L'électeur se sait dans une classe d'école, mais le temps d'un scrutin elle fait fonction de bureau de vote. Le client qui « passe en caisse » ne pense pas agir juridiquement, mais il est lié par le(s) ticket(s) que lui remet la caissière, et elle aussi. « Signez là et mettez votre paraphe en bas de chaque page », dit le notaire. Et attention à l'usage abusif d'un « papier à en-tête ».

Les techniques d'enregistrement pourraient donner à penser que l'oral tend à concurrencer l'écrit. En fait, les enregistrements sonores peuvent faire foi, mais où sont conservées les traces des propos injurieux, des manœuvres de harcèlement verbal, les incitations à la violence, les promesses de collaborations? Sur des supports pérennes (plus ou moins) où un codage électronique permet de les retrouver, comme une page de texte. « Toute énonciation (y compris toute énonciation juridique) revendique son lieu et un temps particulier » [57]: 282], dit Legrand. Avec raison, plus ou moins (la loi se donne des airs d'intemporalité).

Hors de l'énoncé, les mots peuvent paraître polysémiques; dans l'énoncé, ils sont univoques, du fait du contexte et de la situation; dans le dictionnaire, même spécialisé, la polysémie est le pain quotidien du lexicographe. Le mot traité dans le dictionnaire, fût-il un terme propre à un seul domaine, contraint à un artifice de présentation si l'on veut éviter le chaos des successions d'exemples à interpréter [82]. Si le dictionnaire est bilingue, à plus forte raison plurilingue, la méthode des acceptions numérotées s'impose, mais ce qui serait sans inconvénients dans un dictionnaire technique, où un boulon est toujours un boulon, se heurte à la difficulté de symétriser l'information. Soit un traducteur désireux de traduire en tchèque *concert frauduleux* et disposant du dictionnaire, au demeurant excellent, de Larišova [53]. Dans la partie française, le terme est en entrée, mais l'équivalent proposé, par sa longueur, ressemble plus à une périphrase explicative qu'à un terme: *dohoda dvou nebo vice osob na realizaci podvodu*. Étant entendu que *frauduleux* se dit *podvodný* (passons sur *concert*, conservé dans le droit avec son sens de dérivé régressif de la Renaissance),

on va trouver une traduction approximative: *podvodné praktiky* (manœuvres frauduleuses). Ce recours à l'hyperonyme est un moindre mal. Le bon traducteur connaissant les deux langues et les deux systèmes juridiques (compétences que j'admire de loin), il peut penser aussi à *manoeuvre dolosive*, pour lequel le dictionnaire propose comme équivalent *podvodné jednání*. *Jednání*, nous rapprocherait-il davantage de l'idée d'« entente entre malfaiteurs » ? C'est ici que la polysémie est dissuasive: « 1. acte 2. audience 3. comportement 4. négociations 5. pourparlers ». Moralité: le meilleur dictionnaire ne dispense pas d'expertise double (linguistique et juridique).

Ce qui vient au secours du traducteur, c'est l'énonciation du texte. Le lexicographe propose du « prêt à « porter », il faudrait du « sur mesure » ; il engage sa réputation et celle de son éditeur dans une approximation qui est dangereuse, quand il s'agit de terminologie, juridique ou non, et l'usager dans la recherche d'autres sources comparables. Le cas de *concert frauduleux* est typique de l'avantage terminologique d'une langue spécialisée fortement figée: *frauduleux* spécifie suffisamment *concert*, tout comme, en médecine, *de poitrine* spécifie suffisamment *angine*, qui dans *angine de poitrine* a le sens d'« angor », non d'« angine ». En outre, il s'agit d'une faute, dont l'appréciation revient à un juge, donc les hyperonymes suffisent, au vu des faits il pourra qualifier selon son droit. Où l'énonciation devient cruciale, c'est quand un détenteur d'autorité administrative, par exemple en France un préfet, a la responsabilité d'indemniser ou non les producteurs victimes d'une catastrophe naturelle. Le concept est clair, la jurisprudence en atteste, mais en l'occurrence il ne s'agit pas de clarifier de qui est clair, mais de vérifier que les critères, empiriquement, sont remplis pour *déclarer* [[44]:122] l'état de catastrophe naturelle, ce qui est lourd de conséquences financières. Déclarer, en pareil cas, c'est assumer une assertion qui engage.

3.4 La référence

3.4.1 Sens et référence

« La référence est partie intégrante de l'énonciation » [[6]: 82]. Elle ne se confond pas avec le référent, « objet particulier auquel le mot correspond dans le concret de la circonstance » [[6]: 226], car elle est une « opération » [[6]: 99]. C'est le mathématicien allemand Frege qui le premier, dans un article de 1892, a distingué clairement le sens et la référence⁴ (ou « dénotation » dans la traduction d'Imbert). Le sens (ou signification) est une entité mentale que les ontologies émulent comme elles peuvent. La référence, c'est l'ancrage dans le réel perçu et/ou conçu. L'exemple de Frege est très parlant. C'est celui de l'étoile dite en français *étoile du berger*, appelée *Vénus* en astronomie. En allemand on dit soit *Morgenstern* (« étoile du matin ») soit *Abendsstern* (« étoile du soir »), donc on a deux sens contraires pour un même objet référentiel. La terminologie industrielle illustre très bien la distinction entre objet (concret le plus souvent), concept (partagé par les professionnels) et

⁴ Frege, Gottlob. 1971. *Écrits logiques et philosophiques*, trad. C. Imbert: 102-126. Paris: Seuil.

dénomination(s), en même temps que la dialectique de la référence et de la conceptualisation. Ainsi, dans le dictionnaire de Wüster, un arbre (= *shaft*) est une « barre en rotation » (*'a revolving bar'*) représentée par un schéma qui montre ce qu'est ce type de pièce mécanique [[129]: n° 268–269]. *Arbre* et *shaft* ont le même sens et la même référence (à laquelle deux autres accès sont le numéro 268 et le code de la Classification Décimale Universelle).

Et les noms propres? Le seul point qui fait l'unanimité est qu'ils ont une référence (Vénus est identifiable la nuit à l'œil nu). Laissons ouverte la question du sens, qui divise les philosophes. De même, il y a beaucoup de cours de justice dans le monde, mais quand une plaque métallique proche d'un seuil porte le nom de X, « avocat à la Cour », tout le monde comprend qu'il s'agit de la cour de justice locale. Pour prendre un exemple textuel, un contrat vaut dans un cadre référentiel déterminé de lieu (domiciliation), de temps (date de signature, date de fin d'effet): il n'y a pas de contrat sans « *quadro referenziale normativo autonomo comune alle parti* » [[101]: 139].

Il n'y a pas de langue parfaite. Le mot français *nom* a un sens « sémiotique » au sens de Benvéniste (en anglais *noun*, classe grammaticale) et un sens « sémantique » (*name*, dénomination). Autre infirmité, en anglais cette fois: *language* veut dire aussi bien « langue » (*French language*) que « langage » (*Agatha Christie's language*). L'important, c'est le réel, tellement négligé par les linguistes avant la terminologie que Kleiber les met devant leurs responsabilités en posant la question qui fâche: « que faire de l'extralinguistique? » [[50]: titre]. Une réponse de logicien est que les objets (concrets et abstraits) sont présupposés par le prédicat de nomination [[69]: 143]. Dénommer, c'est effectivement dénommer quelque chose (fût-ce une licorne).

3.4.2 La référence en droit

Le droit ne manipule pas des matériaux, des corps chimiques ou des produits finis, mais conçoit et nomme surtout des abstractions. Les « droits de l'Homme » existent, puisque l'on peut (ou pourrait) dire où, quand, comment et par qui ils sont violés. Aussi bien, le mot *droit* lui-même est prédicatif (insaturé: droit à, droit de), et beaucoup de noms juridiques sont des nominalisations de verbes (*obligation*, *cession* etc.). Du moins dans une partie de ses emplois. Quand on parle de *droit finlandais*, c'est au contraire un substantif: l'ensemble des règles codifiées et publiées. Cette double nature n'est pas gênante; sinon, on ne pourrait pas distinguer dans les contrats le *negotium*: le contenu des clauses, et l'*instrumentum*: un document, objet matériel sur pierre, puis sur papyrus, sur parchemin, sur papier, sur clé USB.

Rendre la justice, c'est d'abord maîtriser un va-et-vient entre un « cas d'espèce » et une règle résultant de jugements sur des cas antérieurs (qui « font jurisprudence »). C'est aussi un travail spécifique, utilisant principalement le raisonnement par analogie: « pour que le juge recoure à une interprétation analogique, il faut d'abord qu'il découvre une ressemblance entre la situation qui lui est soumise et une règle visant une autre situation » [[43]: 1165]. La force de la *common law*, c'est la confiance faite au sens commun, à base d'observation, et à l'intelligence des juges.

3.4.3 Pour une terminologie des institutions

La terminologie juridique n'est pas seulement un ensemble de concepts relativement systématique, c'est aussi le réglage de pratiques sociales. Quand on a été élève de l'école obligatoire, automobiliste, fantassin, administré, ressortissant, assujetti, contribuable etc., il est clair que le droit est partout chez lui. Les guerres, même coloniales, se terminent par des «accords». Les fautes sont commises par des êtres de chair, et les «circonstances atténuantes», vraies ou fausses, sont des circonstances de la vie, non des principes. Ce qui est un principe, c'est leur prise en considération s'il y a lieu, mais les faits sont les faits.

Il y a une évidence empirique des institutions. Des métonymies de lieux, comme *La Maison Blanche*, *Le Quai d'Orsay*. Pas des métonymies de temps, et c'est dommage car c'est la connaissance de l'évolution des institutions qui aide à se situer comme le maillon qu'est tout individu. La comparaison synchronique des institutions comparables dans divers pays est moins grisante que la énième thèse sur les mérites comparés du droit romano-germanique et de la common law. Affaire de vraie pluridisciplinarité; c'est là que le bât blesse.

3.5 L'extension

3.5.1 L'extension logique

Extension: 'everything that is talked about in a certain text or a certain conversation' [[1]: 5]. C'est un ensemble de référents constitutifs de l'univers de discours présent ou prévu. Soit l'énoncé journalistique devenu banal mais toujours daté «les manifestants narguent la police». L'extension de *les manifestants* est constituée de personnes sans uniformes que montrent à tel moment les caméras de telle chaîne. Cette expression est une description définie au sens de la logique: 'an expression which picks out a certain individual object by describing it as the object which has such and such property' [[1]: 152]. Au tribunal, *mon client*, c'est le client du jour. Inversement, dans la loi, l'extension est maximale: *toute association, aucune action, chacun est responsable*.

3.5.2 L'extension en terminologie juridique

« Les entités publiques ne sont définies qu'en extension » [[92]: 45]. Cette affirmation est un peu réductrice, mais elle dit bien que l'on peut en énumérer exhaustivement les éléments (à partir de 2, sinon ce sont des noms propres). C'est le cas des communes, des départements et des régions, en France. On les définit mieux encore par des attributs, à commencer par leurs prérogatives. En compréhension, il n'y a pas grand-chose à en dire. Inversement, le nombre des bailleurs et celui des preneurs n'est pas calculable, mais les propriétés définitoires sont suffisamment nécessaires et suffisantes pour prévenir et régler les conflits concernant les locations de biens immeubles. *Bailleur* et *preneur* se prêtent à des définitions que

Cornu appelle *réelles* en s'inscrivant dans une tradition de distinction entre définition «essentielle (ou réelle)» et définition «descriptive» [[86]: 394]. «Objective, substantielle, matérielle, la définition réelle a pour caractère spécifique de se porter – *in medias res* – sur les choses elles-mêmes» [[22]:117]. En face (moins noble), il y aurait une définition simplement «lexicale», «terminologique» «ou encore, tout simplement, interprétative» [[20]: 1179]. Le premier cas est une facilité lexicographique qui mérite peu de commentaire: sous *équitable*, on renvoie à *équité*, on n'a fait que de la morphologie. Le troisième est plus respectable, notamment quand on compte sur des exemples pour se faire comprendre; ainsi, «*sono beni immobili il suolo (...) gli edifici (...)*» dans le Code civil italien [[127]: 407]. Quant à la définition dite *terminologique*, ce serait celle qui «est souvent opérée suivant un modèle qui la rapproche de l'énumération ou de l'assimilation» [[22]: 29]. Mal nommée, mais bien vue, c'est en fait à la définition en extension que Cornu réserve malgré tout, dans un souci d'exhaustivité, une petite place.

La définition italienne des biens immeubles, ci-dessus, est interprétative par sa finalité et extensionnelle par sa forme, qui est énumérative. Elle énumère des classes d'objets référentiels et non pas des entités uniques, comme le ferait un dictionnaire encyclopédique pour les planètes ou les muses, mais ces classes sont constitutives de l'extension du concept de «bien immeuble». Toute définition juridique est terminologique par sa spécificité, et celle-ci est de plus en plus souvent extensionnelle, au fur et à mesure du développement des droits récents, avec ou sans influence de la common law (vue comme une rivale et non pas comme complémentaire par l'auteur de *Linguistique juridique*). Voici un exemple de définition énumérative empruntée au *Code de la sécurité routière* du Canada: «*professionnel de santé*: une personne qui est titulaire d'un permis déclaré par l'un des ordres ci-après énumérés» [[55]: 273, n. 26]. C'est également un souci de précision extensionnelle que l'on voit fleurir dans les instances internationales où il pourrait y avoir des risques d'interférences avec des concepts nationaux ou même des entités publiques nationales, et c'est ce qui justifie la formule «aux fins de» au début de normes de l'UE, par exemple [[106]: 1142]. Mais il y a des définitions extensionnelles dans le *Code civil* lui-même. En voici une que l'on trouve dans l'article 584: «Les prix des baux à ferme sont rangés dans la classe des fruits civils» [[11]: 118].

Si l'on considère la définition comme ayant une fonction purement instrumentale (terminologique au sens des terminologues), toute définition est bonne si elle permet de reconnaître à coup sûr une entité juridique à l'exclusion de toute autre. Privilégier les définitions «réelles» bien faites, c'est éviter les problèmes de limites; privilégier l'extension, c'est également assigner des limites. Comme dans tout texte, il y a nécessairement une part de non-dit dans une définition juridique [96], et la part du non-dit est en principe nulle dans les sciences. Plus le droit sera explicite, plus il s'en rapprochera [126]. C'est ce que voulaient dire les auteurs d'une communication faite à Aix en présence de Cornu: le risque de la définition «réelle» n'est-il pas de «survaloriser en les réifiant, voire en les déifiant, des concepts propres à telle famille juridique?» [[106]: 1142]. Dans sa «synthèse», la réponse de Cornu est rassurante: pour lui *réel* fait seulement référence à «quelque chose» [[21]:1180, n. 11].

3.6 La prédication

3.6.1 Prédicats et arguments

'*Meaning is use*'. La conception de Bloomfield, partagée par Wittgenstein, est séduisante. Elle convient bien aux modes d'apprentissage des vocabulaires, en ne séparant pas l'expérience, la dénomination et le sens. Le sens est un produit, résultant d'enchaînements et de retours en arrière. Pour l'Américain Zellig Harris, scientifique encyclopédique qui parle de physique avec sa femme (quelque temps collaboratrice d'Einstein) et d'immunologie avec son frère et sa sœur, la combinatoire est le moteur de la communication verbale. Cette idée l'a conduit à travailler au codage (séquentiel et non pas indiciel) dans la mise en oeuvre de la théorie de l'information pendant la deuxième guerre mondiale, puis à une application aux langues naturelles de deux concepts mathématiques: la distribution et la transformation. Son élève Chomsky se les appropriera. L'échec de sa grammaire de l'anglais vient de ce qu'une langue est plus complexe qu'une formule mathématique ou qu'une suite de signaux. En revanche, à la fin de sa vie, il a pu tirer parti de l'application de la notion de «prédicat» pour schématiser les connaissances véhiculées dans un corpus spécialisé: des comptes rendus d'immunologie.

Un énoncé minimal tel que «Harris aime les langues» (il en a décrit une cinquantaine) comporte un sujet, un verbe et un complément. À une base aussi sommaire on peut appliquer des transformations, par exemple «Harris, qui aime les langues etc.». Pour Chomsky, qui régresse vers la «linguistique cartésienne», dans la phrase simple «Harris aime les langues» le prédicat est «aime les langues», et il se divise en «aime» (verbe) et «les langues» (groupe nominal). Pour Harris, qui sur ce point suit Frege, le prédicat est «aime», autour de quoi gravitent deux «arguments», «Harris» et «langues» [42]: 59]. Les prédicats, en mathématiques, sont des «opérateurs» ou «foncteurs»; dans les langues, ce ne sont pas de tels symboles, mais des expressions prédictives exprimant des actions, des états, des événements ou des qualités. Pas seulement des verbes, comme *aimer*, mais aussi des nominalisations, comme *amour*, ou des adjectifs, comme *aimable*. Et les arguments? 'Argument is a term that is used to refer to, among other things, what are called subject and object in grammatical terminology' [1]:60].

La prédication, c'est le fait d'«associer tel prédicat à une série d'objets» [6]: 218]. Ce n'est pas une opération purement formelle, c'est un acte. La prédication ordinaire, l'assertion, «vise à communiquer une certitude» [6]: 84]. On ne badine pas avec les propositions logiques: elles sont vraies ou fausses. Avec la prédication, on entre dans le rapport au réel, «le monde de l'énonciation et de l'univers du discours» [6]:64].

3.6.2 Les prédications juridiques

Il ne s'agit pas ici de faire comme si la culture juridique pouvait se condenser dans des formules, mais la prédication peut être, à tout le moins, une façon d'explicitier des connaissances juridiques, que ce soit dans un dictionnaire ou dans un enseignement. Prenons l'exemple de deux contrats bien différents dans leurs objets mais très

proches lexicalement: *contrat à temps partagé* et *contrat de temps partagé*. Le premier est l'un des noms officiels de ce que vendeurs et clients appellent *multipropriété*, les uns par habileté professionnelle, les autres par ignorance. Le second est un contrat qui permet à un travailleur de partager son activité entre plusieurs entreprises. En notation polonaise, voici la différence:

- *contrat à temps partagé*: jouissance (personne juridique, bien immeuble, période)
- *contrat de temps partagé*: accord (entreprise A, entreprise B, travailleur)

De tels «schémas d'énoncés» [[60]: 70] peuvent paraître simplistes. On manque de «retours d'expériences». Un schéma d'énoncé peut être une première approche, notamment pour des traducteurs. C'est aussi une façon possible de mettre en évidence la spécificité de la langue juridique par rapport à la langue ordinaire. Voici un exemple:

- *succomber* à (personne, événement) en français ordinaire/*succomber* (personne juridique) dans la langue du droit [[28]:144]

La pédagogie des textes de spécialités en langue étrangère peut aussi bénéficier d'une attention aux prédications. Voici un exemple venu de Norvège: «le verbe-terme *tirer* n'admettra que les arguments «traite» et «chèque» dans les textes relevant du domaine des paiements commerciaux» [[91]: 108].

C'est à tout le moins une façon d'expliciter la polysémie au sein même du droit, ou encore de montrer comment le droit récent (celui de l'environnement, en l'occurrence) s'enrichit par l'interdisciplinarité. Exemple:

- *rejet* (usine, effluent, eau)/*rejet* (juridiction, pourvoi)

Il y a là une façon de rendre compte de la polysémie en lexicographie spécialisée sans simplement numéroter des acceptions selon un principe ou un autre (fréquence ou histoire). On peut parler d'une «*Disambiguierungsfunktion*» [[127]: 329]. Ni invention ni découverte: simplement de la linguistique appliquée.

3.7 Les actes de langage

«*Juristische Kommunikation ist direkt oder indirekt präskriptiver Natur*» [[98]:14]. Oui, le droit est normatif par nature. Comme c'est lui-même qui crée sa propre norme, les ingénieurs de l'ISO l'excluent de leur champ. Il est significatif que Wüster n'en parle jamais. Il a fallu un philosophe, Austin, pour que les juristes conceptualisent comme une affaire de *speech acts* ce qu'ils percevaient autrement (en termes de morale, de politique, de religion etc.). En les plaçant dans le circuit de la communication, les obligations, les facultés, les interdictions etc. devenaient des façons d'agir. Austin réduisait sans doute exagérément, par une grammaire trop rigide, la performativité: les cas où *je* et l'indicatif présent sont requis ne mènent pas très loin. D'où l'embarras qui a pu conduire à une gestion des restes sous le nom de «constatifs officiels» [[103]. C'est aux logiciens qu'il appartient de théoriser les actes de langage. Ce que peut faire un linguiste, c'est seulement inventorier le lexique des actes de langage, et pour cela, à nouveau, le mieux est de se fier à Benvéniste. Celui-ci, dès son volume de 1966, distingue trois fonctions du discours dans la

vie sociale. Selon lui, il a «trois comportements de l'homme parlant et agissant par le discours sur son interlocuteur: il veut lui transmettre un élément de connaissance, ou obtenir de lui une information, ou lui intimer un ordre» [5]: 130]. Voyons comment le droit «agit par le discours sur son interlocuteur» présent ou sur un destinataire potentiel.

3.7.1 Transmettre un élément de connaissance

Il n'est pas facile de séparer la simple communication d'information et l'engagement personnel. Informer sur un taux de crédit, c'est plus ou moins une incitation à s'endetter. Plus ou moins; quoi, et l'information du consommateur? Dire *oui*, c'est adhérer à un propos, mais c'est aussi s'engager; pour la vie, en principe, si c'est quand un édile vous demande: «Voulez-vous prendre pour épouse/époux ...?» [-56]: 24]. Mais dans la vie quotidienne il y a bien des façons d'informer qui engagent autrui autant que soi-même, et une sémiotique de la communication (une sémiologie au sens de Saussure⁵: étude des signes au sein de la vie sociale) devrait prendre en compte bien plus que des mots. Quand le commissaire-priseur dit «adjugé, vendu!», il informe le public de la salle des ventes qu'il ne peut plus enchérir, et en même temps il met objectivement fin aux enchères; observons d'ailleurs que son propos est redondant par rapport à son coup de marteau, qui est aussi un acte de langage. Notifier, c'est informer, et c'est aussi officialiser; faire savoir juridiquement, c'est faire. La même dualité caractérise des textes entiers: un état des lieux, un inventaire, une charte-partie, un accusé de réception sont à la fois des messages et des preuves. Il faut le constater avec Sandrini [97]:19], on peut difficilement séparer performatif et informatif dans le droit.

3.7.2 Obtenir une information

Benvéniste, en bon linguiste, pense à la phrase interrogative, mais dans un énoncé juridique, comme dans tout discours spécialisé, la syntaxe, tout comme la morphologie et le système graphique, est simplement celle de la langue ordinaire. En revanche, un mot de la langue commune comme *demande* peut, selon le contexte et la situation, prendre une valeur qui va bien au-delà de la simple interrogation, et qui d'ailleurs n'a rien à voir avec une interrogation; que l'on pense à *demande infondée*, *demande irrecevable*, *chefs de la demande* etc. dans ce qu'on appelait jadis «langue du Palais». C'est ce qui fait qu'en terminologie on évite de parler de «familles de mots»: *demandeur* a pour féminin *demanderesse* en droit, *demandeuse* en langue ordinaire. Guilbert parlait de «paradigme dérivationnel» quand il y a un «noyau sémantique» [41]: 57] permanent, mais il serait moins approximatif de parler de «séries terminologiques» [18]: 60].

⁵ (de) Saussure, Ferdinand. 1978. *Cours de linguistique générale*, éd. T. de Mauro.

3.7.3 Intimer un ordre

Là encore, Benvéniste voit en linguiste les formes et les rôles de l'impératif. Or c'est précisément un mode exclu dans les normes juridiques. Non pas que le droit n'impose pas de règles, c'est tout le contraire, mais il a ses façons propres de dire ce qu'il faut faire, ce qu'il ne faut pas faire, ce qui est licite, ce qui est interdit. On manque de travaux descriptifs langue par langue à la façon de Soffritti qui, en italien et en allemand, confronte les «catégorie pragmatestuali» [101], au reste sans prétendre à l'exhaustivité.

La statistique lexicale n'a d'intérêt que pour dégager de grandes tendances interprétables. Il vaudrait la peine de regarder quels sont les verbes les plus récurrents dans les discours juridiques, tous domaines confondus (selon le critère dit «de répartition»). Une place importante irait sans doute à des verbes exprimant l'autorisation, la demande ou l'exigence, tels que, en allemand, «*aufforden, befehlen, bitten, erlauben und gestatten*» [112]: 108].

Utiliser l'impératif, ce serait entrer dans une interaction entre un *je* et un *tu*. La justement célèbre impersonnalité du droit conduit à des détours syntaxiques bien connus (le passif inachevé comme *est condamné*, le futur etc.) qui ne sont pas à prendre en compte ici. En revanche, des locutions évitent la brutalité d'une injonction tout en indiquant clairement la voie à suivre: en allemand *haben zu, sein zu* [102]: 49].

L'obligatoire, mais aussi les autres «modalités déontiques» [93], comme l'interdit et le permis, a une grammaire particulière en ce sens qu'il donne lieu à une prédication de second niveau [94]: 169]. À un premier niveau de profondeur syntaxique, on peut avoir un énoncé tel que «Les époux assurent (...)» (C. civ. Art. 213), où *assurent* est prédicatif. Il y aurait un second niveau de prédication si le Code employait «ont l'obligation d'assurer», mais le Législateur a pratiqué une économie de moyens lexicaux en se contentant d'une forme de simple «indicatif» (comme dit de façon trompeuse l'enseignement grammatical) à valeur obligatoire. Une prédication de second niveau est l'expression *obligation de motiver*, où *motiver* est prédicatif (x motive y) et en même temps argument du nom prédicatif *obligation*. Stendhal avait raison d'admirer le style du *Code Napoléon*. Belle leçon pour le Législateur de demain.

4 Conclusion

La terminologie juridique existe, nous l'avons tous rencontrée. Alain Rey a eu tort d'exclure de la terminologie les vocabulaires juridiques et religieux, comme ayant leur propre mode de régulation. C'est précisément ce qui caractérise une terminologie, au point que certaines, comme celle de la chimie ou de l'automobile, dépendent seulement du consensus des savants ou des constructeurs.

Le malentendu résulte de l'oubli du principe wüstérien de la prescriptivité («*Soll-Norm*»). En 1979, date du «Que sais-je?» de Rey, l'influence des lexicographes et lexicologues tendait à ramener la terminologie dans le giron d'une

linguistique «immanente». Or une terminologie descriptive n'est rien d'autre qu'une lexicologie spécialisée.

La terminologie juridique est une terminologie au sens de Wüster, à un double titre: comme «*Soll-Norm*», et non pas examen minutieux de corpus, et par la théorie du signe qu'elle requiert. La scolastique préconisait déjà une conception triangulaire du signe: «*Vox rem significat mediantibus conceptibus*». *Res*: la réalité.

Plus le temps passe, plus se fait sentir le besoin de penser les normes dans un cadre pluridisciplinaire, de prendre en compte les genèses de concepts sous l'impulsion des sociétés telles qu'elles évoluent, et dans toute la mesure du possible d'harmoniser à l'échelle plurinationale et internationale ce qui peut l'être. La physique ne naît pas que de la physique. Le droit ne naît pas que du droit: il est '*contaminated with life, politics, morality and so on*' [[125]: 739].

Parmi les approches passées en revue, les plus appropriées semblent être une socioterminologie technicisée et désidéologisée et une pragmatoterminologie des métiers du droit, car celui-ci n'est pas seulement affaire de codification et de doctrine: le droit se fait aussi dans les tribunaux, et il s'applique dans les entreprises et les administrations.

Au terme de cet aperçu de la terminologie juridique, il est tentant de la considérer comme une terminologie par excellence. Après tout, le vocabulaire de la machine-outil, qui intéressait tant le chef d'entreprise Wüster, est un autre exemple de *vocabulaire contrôlé par une autorité compétente*. N'est-ce pas également l'espoir qui se matérialise dans les actions d'aménagement terminologique méthodique, à la québécoise?

References

1. Allwood, Jens, Andersson Lars-Gunnar, and Dahl Östen. 1987. *Logic in Linguistics* (1977). Cambridge: Cambridge University Press.
2. Association Capitant. 1987. *Vocabulaire juridique* (dir. G. Cornu). Paris: Presses Universitaires de France.
3. Baccouche, Taïeb. 2001. «L'Autre, enjeu sémantique et culturel dans les concepts fondamentaux des droits de l'homme» in *L'éloge de la différence: la voix de l'Autre*, ed. A. Clas, H. Awaiss et J. Hardane: 49–53. Beyrouth: Aupelf-Uref.
4. Baccouche, Taïeb, and Alouini Jouda. 2005. Polysémie et terminologie des droits de l'Homme. *Syntaxe et sémantique* 1–5: 143–152.
5. Benvéniste, Emile. 1966. *Problèmes de linguistique générale*. Paris: Gallimard.
6. Benvéniste, Émile. 1974. *Problèmes de linguistique générale*, t. II. Paris, enjeu sémantique et culturel: Gallimard.
7. Berteloot, Pascale. 2008. *La standardisation dans les Actes législatifs de l'Union européenne et les bases de terminologie*, 11–18. Bolzano: Publications EURAC Research.
8. Bivins, Peggy. 2005. *Implementing Plain Language into Legal Documents*. Orlando: University of Central Florida.
9. Bocquet, Claude. 2008. *La traduction juridique. Fondement et méthode*. Bruxelles: De Boeck.
10. Boulanger, Jean-Claude. 1991. Présentation: images et parcours de la socioterminologie. *Cahiers de linguistique sociale* 18: 13–30.
11. Bourcier, Danièle. 1976. Argumentation et définition en droit. *Langages* 42: 115–124.
12. Bourigault, Didier, Christine Chodkiewicz, and John Humbley. 1999. Construction d'un lexique des droits de l'Homme à partir de l'analyse automatique d'un corpus aligné. *Terminologies nouvelles* 19: 70–77.

13. Bourigault, Didier, and Monique Slodzian. 1999. Pour une terminologie textuelle. *Terminologies nouvelles* 19: 29–32.
14. Bourigault, Didier, Nathalie Aussenac-Gilles, and Jean Charlet. 2004. Construction de ressources terminologiques ou ontologiques à partir de textes. Un cadre unificateur pour trois études de cas. *Revue d'intelligence artificielle* 18–1: 87–110.
15. Cabré, Teresa. 1992. *La terminologia. La teoria, les mètodes, les aplicacions*. Barcelona: Empúries.
16. Cabré, Teresa. 2003. Theories of terminology. Their description, prescription and explanation. *Terminology* 9–2: 163–199.
17. Campo, Ángela. 2012. *The Reception of Eugen Wüster's Work and the Development of Terminology*. Ph.D: Université de Montréal.
18. Chabridon, Jacky, and Pierre Lerat. 1993. Terme et famille de termes. *La banque des mots* 5: 55–63.
19. Cocteau-Senn, Delphine. 2015. «Définitions françaises et institutions étrangères» in *DICODEX*, ed. J. Lefebvre, 253–265. Amiens: Cefprisca.
20. Cornu, Gérard. 1981. «Les définitions dans la loi» in *Mélanges offerts à Jean Vincent*: 77–92. Paris: Dalloz. <https://meshs.fr>.
21. Cornu, Gérard. 1987. Les définitions dans la loi et les textes réglementaires. *Droit prospectif* 4: 1175–1185.
22. Cornu, Gérard. 2000. *Linguistique juridique* (2^{ème} éd.). Paris: Montchrétien.
23. Cortelazzo, Michele A. 1997. «Lingua e diritto in Italia. I punti di vista dei linguisti» in *La lingua del diritto*, ed. L. Schena: 35–50. Roma: CISU.
24. Deepl. 2017-. Traducteur automatique. <https://www.deepl.com/translator>.
25. Després, Sylvie, and Sylvie Szulman. 2008. «Réseau terminologique versus ontologie» in *TOTh 2008*: 17–34. Institut Porphyre: Annecy.
26. Diki-Kidiri, Marcel. 2000. Une approche culturelle de la terminologie. *Terminologies nouvelles* 21 (27): 31.
27. Dürr, Margaret. 2017. *La notion de pertinence en traduction juridique bidirectionnelle français-allemand*. Thèse de l'Université de Strasbourg. <tel.archives-ouvertes.fr/tel-01831568/document>.
28. Escoubas-Benvéniste, Marie-Pierre. 2014. «Prédicats juridiques et schémas d'arguments dans les textes des arrêts de la Cour. Approche bilingue français-italien» in *La traduction juridique: points de vue didactiques et linguistiques*. Lyon: Université Jean Moulin. <https://hal-univ-lyon3.archives-ouvertes.fr/hal-00980068>.
29. EUROVOC. Thésaurus de l'Union européenne. <http://eur.lex.europa.eu/eurovoc>.
30. Faber, Pamela, Marquez Linares, Carlos et Vega Expósito Miguel. 2005. 'Framing Terminology: A process-Oriented Approach'. *Meta* 50–4. <https://doi.org/107202/01991ar>.
31. Faber, Pamela et al. 2006. 'Process-oriented terminology management in the domain of coastal engineering'. *Terminology* 12–2: 189–213. <http://doi.org/101075/term.12.2.03fab>.
32. Galisson, Robert et André, Jean-Claude. 1998. *Dictionnaire de noms de marques courants. Essai de lexiculture ordinaire*. Paris: CNRS-Didier.
33. Gambier, Yves. 1987. «Problèmes terminologiques des pluies acides: pour une socio-terminologie». *Meta* 32–3: 314–320. <https://doi.org/107202/02791ar>.
34. Gaudin, François. 1993. *Pour une socioterminologie*. Des problèmes sémantiques aux pratiques institutionnelles: Rouen, Publications de l'Université de Rouen.
35. Gaudin, François. 2005. La socioterminologie. *Langages* 157: 80–92.
36. Gémar, Jean-Claude. 2002. «Le plus et le moins-disant culturel du texte juridique. Langue, culture et équivalence». *Meta* 47–2: 163–76. <https://doi.org/107202/008006ar>.
37. Gémar, Jean-Claude. 2007. «Style et sens du texte en traduction» in *Un paysage choisi*, dir. G. Belati et al, 192–200, Torino: L'Harmattan Italia.
38. Glanert, Simone. 2013. 'Europe, aporetically: a common law without a common discourse'. *Erasmus Law Review* 5–3: 135–150. <https://ssrn.com/abstract=2212073>.
39. Goma Mackoudi, Rodrigue. 2010. *L'expropriation pour cause d'utilité publique de 1833 à 1935*. Thèse de l'Université de Lorraine. Nancy. <docnum.univ-lorraine.fr>.
40. Groffier, Éthel, and David Reeds. 1990. *La lexicographie juridique*. Cowansville: Yvon Blais.
41. Guilbert, Louis. 1975. *La créativité lexicale*. Paris: Larousse.
42. Harris, Zellig. 1988. *Language and Information*. New York: Cambridge University Press. Trad. fr. 1997: *La langue et l'information*. ed. A.H. Ibrahim et C. Martinot. Paris: Cellule de recherche en linguistique.

43. Héron, Jacques. 1987. L'interprétation et le devenir des définitions législatives et réglementaires. *Droit prospectif* 4: 1151–1172.
44. Humbley, John. 1996. La légitimation en terminologie. *Sémiotiques* 11: 119–136.
45. Humbley, John. 1997. 'Is terminology specialized lexicography? The experience of French speaking countries'. *Hermes* 18: 13–31. <https://doi.org/107146/hjclcb.v10i18-25410>.
46. ISO 1087-1. 2000. *Travaux terminologiques-Vocabulaire-Théories et applications*. Genève: TC37/ISO.
47. Jaber, Fadi. 2013. «Les termes chimiques dans les dictionnaires bilingues français-arabe: traductions ou emprunts?». In *Technolectes, dictionnaires et terminologies*, ed. L. Messaoudi et al., 207–220. Rabat: CNRST-URAC 56.
48. Jaber, Fadi. 2014. «La variation synonymique dans le domaine de la chimie: le cas des manuels scolaires arabes» in *Les technolectes/langues spécialisées en contexte plurilingue*, ed. L. Messaoudi et P. Lerat, 383–394. Rabat: CNRST-URAC 56.
49. Jakobson, Roman. 1963. *Essais de linguistique générale* (trad. N. Ruwet). Paris: Éditions de Minuit.
50. Kleiber, Georges. 1997. «Sens, référence et existence. Que faire de l'extralinguistique?». *Langages* 127: 9–37. <https://www.persee.fr>.
51. Kocourek, Rostislav. 1991. *La langue française de la technique et de la science* (1982). Wiesbaden: Brandtetter.
52. L'Homme, Marie-Claude, Heid, Ulrich et Sager, Juan-Carlos. 2003. 'Terminology during the past decade (1994–2004)'. *Terminology* 9–2: 151–161. <https://doi.org/101075/term-9-2.02hom>.
53. Larišová, Markéta. 2008. *Francouzsko-český/česko-francouzský právnický slovník*. Plzeň: Čeněk.
54. Laurén, Christer. 1998. «Sprachplanung, Harmonisierung und Normung» in *Terminologie unter der Lupe* ed. C. Laurén, J. Myking et H. Picht: 274–302. Wien: TermNet.
55. Lauzière, Lucie. 2015. «Les définitions dans la législation québécoise» in *DICODEX. «Réflexions sur les définitions juridiques codifiées»*, ed. J. Lefebvre: 267–274. Amiens: CEPRISCA.
56. Legault, Georges. 1979. «Fonctions et structure du langage juridique». *Meta* 24–1: 18–25. <https://doi.org/107202/002861ar>.
57. Legrand, Pierre. 1996. Comparer. *Revue internationale de droit comparé* 48–2: 279–318.
58. Lerat, Pierre. 1984. Lexicologie des institutions. *Lexique* 3: 159–165.
59. Lerat, Pierre. 1994. «L'anglais langue par défaut en terminologie». In *Les langues dans l'Europe de demain*, ed. F. Carton et al., 107–109. Paris: Presses de la Sorbonne Nouvelle.
60. Lerat, Pierre. 2002. «Un niveau d'analyse privilégié pour les langues de spécialités européennes: le schéma d'énoncé» in *Prospettive linguistiche della nuova Europa*, ed. L. Schena et L.T. Soliman, 67–77. Milano: EGEA.
61. Lerat, Pierre. 2008. Terminologie et ontologie juridiques. A propos du contrat de crédit lié en droit communautaire. *Studi Italiani di Linguistica Teorica e Applicata* 37–2: 327–343.
62. Lerat, Pierre. 2012. Les conceptualisations juridiques partagées. *International Journal for the Semiotics of Law* 26–4: 747–760. <https://doi.org/10.1007/s11196-012.9283-8>.
63. Lerat, Pierre. 2014. Quel traitement lexicographique plurilingue pour le vocabulaire juridique fondamental? *Rassegna Italiana di Linguistica Applicata* 46 (3): 23–33.
64. Lerat, Pierre. 2016. *Langue et technique*. Paris: Hermann.
65. Lerat, Pierre. 2017. *Vocabulaire du juriste débutant* (2007). Paris: Ellipses.
66. Lerat, Pierre. 2017. *Dictionnaire phraséologique du droit (fr, de, en, es, it)*. Paris: La Maison du dictionnaire.
67. Magris, Marella. 2014. Verso una terminografia per il traduttore giuridico. *Linguistica Antverpiensia* 2004–3: 53–65.
68. Marin, Marie José. 2017. 'Legalese as Seen Through the Lens of Corpus Linguistics'. *International Journal of Language & Law*, 2017: 18–45. <https://doi.org/10.14762/jll.2017.018>.
69. Martin, Robert. 1987. *Langage et croyance*. Bruxelles: Pierre Mardaga.
70. Martin, Robert. 1992. *Pour une logique du sens* (1983). Paris: Presses Universitaires de France.
71. Martin, Willy. 2008. 'Words, Frames and Collocations: un ménage à trois' in *Lexicographie et terminologie: histoire de mots*, ed. F. Maniez et P. Dury, 67–82. Lyon, CRTT.
72. Medhat-Lecocq, Héba. 2010. «De la nécessité pour le traducteur de maîtriser les domaines spécialisés: le cas des systèmes juridictionnels». *Meta* 55–2: 251–265. <https://doi.org/107202/044238ar>.
73. Mellinkoff, David. 1963. *The Language of the Law*. Boston: Little Brown and Co.

74. Mellinkoff, David. 1992. *Mellinkoff's Dictionary of American Legal Usage*. Eugen (Oregon): Wipf & Stock.
75. Messaoudi, Leila. 2005. «Réflexions sur l'élaboration d'un dictionnaire spécialisé bilingue français-arabe» in *La terminologie, entre traduction et bilinguisme*, ed. S. Mejri et Ph. Thoiron, 93–106. Tunis: AUF-RLM.
76. Messaoudi, Leila, and Hubert Joly. 2001. *Dictionnaire de la diplomatie*. Paris: Conseil International de la Langue Française.
77. Monjean-Decaudin Sylvie. 2010. «Territorialité et extraterritorialité de la traduction du droit». *Meta* 5–4: 693–711. <https://doi.org/107202/045686ar>.
78. Mounin, Georges. 1979. «La linguistique comme science auxiliaire dans les disciplines juridiques». *Meta* 24–1: 9–17. <https://doi.org/107202/002861ar>.
79. Pellerin-Rugliano Caroline. 2014. «Traducteur juriste ou juriste traducteur? Quelques aspects de la traduction à la Cour de Justice de l'Union européenne» in *La traduction juridique: points de vue didactiques et linguistiques*, ed. M. Meunier, M. Charret-Delbove et E. Damette, p. 257–280. Lyon, Université Lyon 3.
80. Peshkov, Kira. 2012. *Le discours juridique en russe et en français: une approche typologique*. Thèse de l'Université d'Aix-Marseille. NNT: 2012AIXM3073.
81. Pigeon Louis-Philippe. 1982. «La traduction juridique. L'équivalence fonctionnelle» in *Langage du droit et traduction. Essais de jurilinguistique*, ed. J.C. Gémard, 271–281. Montréal: Linguatex.
82. Potonnier, Georges et Brigitte. 1990. *Dictionnaire de l'économie, du droit et du commerce* t. II (1970). Wiesbaden: Brandstetter.
83. Preite, Chiara. 2012. «Les fiches du ministère de la Justice et des Libertés della République Française come genere divulgato: un esempio di trasmissione del sapere giuridico» in *La trasmissione del sapere delle diverse comunità accademiche: una prospettiva plurilingue*, ed. G. Diani et C. Preite, p. 167–184. Modena et Reggio Emilia: Officina Edizioni.
84. Preite, Chiara. 2014. Les rapports d'opposition en lexicographie juridique française: réflexions préliminaires. *Rassegna Italiana di Linguistica Applicata* 46–3: 157–170.
85. Quemada, Bernard. 1967. *Les dictionnaires du français moderne. 1539–1863*. Paris: Didier.
86. Rasmussen, Kirsten et Engberg, Jan. 1999. «Genre Analyses of Legal Discourse». *Hermes* 22: 113–132. <https://doi.org/107146hjlcb.v12i22.25497>.
87. Rastier, François. 2004. «Ontologie(s)». *Revue d'intelligence artificielle* 18–1: 15–40. <http://www.e-revues.Lavoisier.fr>.
88. Resta, Georges. 2017. «Les luttes de clocher en droit comparé». *Mc Gill Law Journal* 62–4. <https://doi.org/107202/1043163ar>.
89. Rey, Alain. 1979. *La terminologie: noms et notions*. Paris, Presses Universitaires de France, coll. «Que sais-je?».
90. Roald, Jan. 2010. Strates discursives, textes de spécialité et terminologie: le droit et les relations de travail. *Arena linguistica* 7: 104–114.
91. Roald, Jan et Whittaker, Sunnica. 2014. «Les normes discursives dans le langage juridique: défis terminologiques et traductologiques» in *La traduction juridique: points de vue didactiques et linguistiques*, ed. M. Meunier, M. Charret-Delbove et E. Damette, p. 43–53. Lyon, Université Lyon 3.
92. Roche, Christophe. 2014. «Apport de l'ontologie à la terminologie» in *Les technolèctes/langues spécialisées en contexte plurilingue*, ed. L. Messaoudi et P. Lerat, p. 97–110. Kenitra: URAC 56.
93. Rouski, Margarita. 2004. *Les marqueurs lexicaux de modalités déontiques dans les textes du droit communautaire*. Paris: thèse de l'Université de Villetaneuse.
94. Russo, Maria Chiara. 1997. «La memoria, il tempo e le suggestioni, ovvero i faux amis giuristici in interpretazione simultanea» in *La lingua del diritto*, ed. L. Schena: 163–189. Roma: CISU.
95. Sager, Juan C. 1990. *A practical course in terminology processing*. Amsterdam: John Benjamins.
96. Sandrini, Peter. 1996. *Terminologearbeit im Recht. Deskriptiver begrifforientierter Ansatz vom Standpunkt des Übersetzens*. Wien: TermNet.
97. Sandrini, Peter. 1999. «Translation zwischen Kultur und Kommunikation: der Sonderfall Recht als Kultur» in *Übersetzen von Rechtstexten*, ed. P. Sandrini, p. 9–43. Tübingen: Gunter Narr.

98. Schmid, Annemarie. 1999. « Un nouveau nœud, l'histoire. In *Relevanz der historischer Dimension in der Terminologie des Steuerrechts* » in *Übersetzen von Rechtstexten*, ed. P. Sandrini, 243–267. Tübingen: Gunter Narr.
99. Simondon, Gilbert. 2008. *Du mode d'existence des objets techniques* (1958). Paris: Aubier.
100. Snell Trampus, Rita D. 1989. *La traduzione e i linguaggi giuridici olandese e italiano. Aspetti e problemi*. Trieste: Italo Stevo.
101. Soffriti, Marcello. 2000. « *Categorie pragmatistuali, precisione e polisemia in codici tedeschi e italiani: i verbi modali*. In *Traduttori e giuristi a confronto*, ed. L. Schena et R.D. Snel Trampus, p. 37–53. Bologna: Università.
102. Sourieux, Jean-Louis. 2011. *Par le droit, au-delà du droit*. Paris: LexisNexis.
103. Sourieux, Jean-Louis, and Pierre Lerat. 1975. *Le langage du droit*. Paris: Presses Universitaires de France.
104. Sourieux, Jean-Louis, and Pierre Lerat. 1984. Le vocabulaire juridique. *Droit prospectif* 2: 327–338.
105. Sourieux, Jean-Louis, and Pierre Lerat. 1987. Méthodologie et modalités des définitions dans les textes législatifs et réglementaires. *Droit prospectif* 4: 1139–1146.
106. Sourieux, Jean-Louis, and Pierre Lerat. 1991. La néologie juridique. In *Le langage du droit*, ed. L. Ingber, 297–303. Bruxelles: Némésis.
107. Sourieux, Jean-Louis et Lerat, Pierre. 1995. « Le français juridique comme langue spécialisée » in *Français juridique et science du droit*, ed. G. Snow et J. Vanderlinden: 327–338. Bruxelles: Bruylant.
108. Stolze, Radegundis. 2013. The Legal Translator's Approach to Texts. *Humanities* 2: 56–71. <https://doi.org/10.3390/h2010056>.
109. Šarčević, Susan. 1989. 'Conceptual Dictionaries for Translation in the Field of Law'. *International Journal of Lexicography* 2–4: 277–293. <https://doi.org/10.093/ijl/2-4.277>.
110. Šarčević, Susan. 1997. *New Approach to Legal Translation*. The Hague: Kluwer Law International.
111. Šarčević, Susan. 1999. « *Das Übersetzen normativer Rechtstexte* » in *Übersetzung von Rechtstexten*, ed. P. Sandrini: 103–118. Tübingen: Gunter Narr.
112. Šarčević, Susan. 2000. 'Legal Translation and Translation Theory: a Receiver-oriented Approach'. tradulex.com/Actes2000/sarcevic.pdf.
113. Temmerman, Rita. 2000. *Towards New Ways of Terminology Description: The Sociocognitive Approach*. Amsterdam: John Benjamins.
114. Temmerman, Rita. 2000. Une théorie réaliste de la terminologie: le sociocognitivism. *Terminologies nouvelles* 21: 58–64.
115. *Terminologie und Nomenklatur*. 1996. K. Morgenroth ed. Frankfurt am Main: Peter Lang.
116. *Trésor de la langue française*. 1971–1994. Dictionnaire. Nancy: CNRS. www.cnrtl.fr.
117. Vanhès, Gisèle. « La langue juridique entre diachronie et synchronie ». 'The legal translator's approach to text'. *Humanities* 2: 56–71.
118. (de) Vecchi, Dardo. 2002. *Vous avez dit jargon ...*. Paris: Eyrolles.
119. (de) Vecchi, Dardo et Estachy, Laurent. 2008. « Pragmatérminologie: les verbes et les actions dans les métiers » in *TOTH 2008*, ed. C. Roche: p. 35–52. Annecy, Institut Porphyre.
120. Visser, Pepijn et Bench-Capon, Trevor. 1996. 'The formal specification of a legal ontology' in *Foundations of legal knowledge systems*, p. 15–24. <http://www.jurix.nl>.
121. Vlassopoulos, Stefanos. 1999. « *Die Übersetzung von Vertragstexten: Anwendung und Didaktik* » in *Übersetzen von Rechtstexten*, ed. P. Sandrini, p. 137–147. Tübingen: Gunter Narr.
122. Volclair, Alain. 2000. « Traduire en français le jugement d'un tribunal civil d premier degré italien » in *Traduttori e giuristi a confronto*, ed. L. Schena et Rita D. Snel Trampus, p. 93–121. Bologna: Università.
123. Wagner, Anne. 2016. 'A Space in-between – Legal Translation as a 'Third Space''. *Journal of Civil Law Studies* 9–1: 167–190. [Digitalcommons.law.lsu.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1171&context=jels](http://digitalcommons.law.lsu.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1171&context=jels).
124. Wagner, Anne et Gmar, Jean-Claude. 2013. 'Materializing Notions. Concepts and Language into Another Linguistic Framework'. *International Journal for the Semiotic of Law* 26: 731–745. <https://doi.org/10.1007/s11196-013-9339-4>.
125. Wagner, Anne, and Jean-Claude Gmar. 2015. Les enjeux de la jurilinguistique et de la juri-traductologie. *International Journal for the Semiotic of Law* 28: 1–8. <https://doi.org/10.1007/s11196-015-9405-1>.

126. Wiesmann, Eva. 2004. *Rechtsübersetzung und Hilfsmittel zur Translation*. Tübingen: Gunter Narr.
127. Wiesmann, Eva. 2004. Neue Wege der Beschreibung von Rechtstermini: der semasiologisch-onomasiologische Ansatz der Begriffsbestimmung und seine Bedeutung für den Rechtsübersetzer. *Linguistica Antverpiensia* 3 (2004): 37–51.
128. Wüster, Eugen. 1968. *The Machine Tool. An Interlingual Dictionary/Dictionnaire multilingue de la machine-outil*. London: Technical Press.
129. Wüster, Eugen. 1985. *Einführung in die allgemeine Terminologie und terminologische Lexikographie*. Copenhagen: École des Hautes Études Commerciales.
130. Wüster, Eugen. 2001. *Terminologie und Wissensordnung*. TermNet: Ausgewählte Schriften aus dem Gesamtwerk von Eugen Wüster. Wien.

Publisher's Note Springer Nature remains neutral with regard to jurisdictional claims in published maps and institutional affiliations.